

Art. 11. Les demandes d'un agrément supplémentaire telles que visées aux articles 3 et 4 du présent arrêté sont traitées conformément aux articles 5 à 8 inclus de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juin 2000 fixant la procédure d'agrément supplémentaire d'un centre de soins de jour.

Art. 12. Par dérogation à l'article 3, les centres de soins de jour ayant un agrément supplémentaire le 1^{er} janvier 2017 ont le choix de demander un agrément à partir du 1^{er} juillet 2019, 1^{er} octobre 2019 ou 1^{er} janvier 2020.

Les unités de séjour qui n'ont pas été octroyées parce qu'il n'a pas été répondu aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juin 2000 fixant la procédure d'agrément supplémentaire d'un centre de soins de jour, ne sont pas réparties en 2019.

Art. 13. Pour l'application du présent arrêté, les règles d'arrondissement suivantes s'appliquent, où il n'est pas tenu compte du chiffre suivant la décimale à arrondir lorsque ce chiffre est inférieur à cinq et la décimale à arrondir est majorée d'une unité lorsque ce chiffre est égal ou supérieur à cinq :

1° pour le calcul du nombre moyen de bénéficiaires, visé à l'article 1, 6° : les calculs sont arrondis à deux chiffres après la virgule ;

2° pour le calcul du degré de couverture pour des profils de soins lourds, visé à l'article 1^{er}, 4° : les calculs sont arrondis à deux chiffres après la virgule ;

3° pour l'attribution du nombre d'unités de séjour, visés à l'article 6 : le calcul est arrondi à l'unité supérieure.

Art. 14. L'arrêté ministériel du 19 avril 2018 relatif à la planification d'unités de séjour dans le cadre de l'agrément supplémentaire comme centre de soins de jour pour personnes âgées dépendantes pour des centres de soins de jour non conformes à l'article 51 de l'annexe IX à l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 juillet 2009 relatif à la programmation, aux conditions d'agrément et au régime de subventionnement de structures de services de soins résidentiels et d'associations d'usagers et d'intervenants de proximité est abrogé.

Bruxelles, le 25 avril 2019.

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,
J. VANDEURZEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/41285]

20 JUIN 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide aux exploitants forestiers et aux propriétaires ayant subi un préjudice en raison de l'interdiction de circulation en forêt dans la zone infectée par la peste porcine africaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, l'article 20;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la cour des comptes, les articles 11 à 14;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, les articles 1, alinéa 2, 2°, et 36;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonne, modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017;

Vu le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget général des dépenses de la Région Wallonne pour l'année budgétaire 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 avril 2019;

Vu le rapport du 11 octobre 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n°66.095 du Conseil d'État, donné le 3 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que depuis l'été 2018 et en raison des conditions climatiques propices à son développement, sévit dans les forêts wallonnes un insecte ravageur d'arbres résineux : *l'ips typographe* (scolyte);

Que la dynamique de développement de la population des scolytes est de type exponentiel : chaque arbre infecté par quelques centaines de scolytes donne naissance, six à huit semaines plus tard, à des dizaines de milliers d'insectes qui, à leur tour, colonisent de nouveaux arbres;

Que les nouvelles attaques se localisent, d'une part, sur les arbres avoisinants augmentant ainsi la taille des foyers et, d'autre part, sur des peuplements voisins voire plus lointains contribuant ainsi à l'extension de la pullulation;

Que dans les zones infectées, il s'agit d'une crise sanitaire supplémentaire à celle de la peste porcine africaine;

Considérant que la seule gestion efficace contre la colonisation massive des résineux par des scolytes est celle de l'évacuation des bois scolytés, qu'ils soient encore sur pied ou déjà coupés;

Considérant que cette évacuation est une mesure visant à préserver et protéger l'écosystème dans la zone infectée mais aussi, plus largement dans les forêts wallonnes, afin d'éviter, notamment, une déstabilisation des peuplements forestiers profonde et durable, une perturbation dans la gestion des propriétés ainsi qu'une perturbation paysagère;

Considérant, toutefois, que l'évacuation des bois scolytés en région gaumaise n'a plus pu être assurée à compter du 13 septembre 2018 suite à la découverte, à cette date, d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers;

Que le Gouvernement wallon a été amené à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone infectée et des mesures appropriées à y appliquer;

Considérant que la circulation en forêt a été considérée comme présentant un risque réel de dispersion des sangliers et donc de propagation de la peste porcine africaine, et qu'elle a dès lors été interdite par différents arrêtés ministériels successifs pris en application de l'article 14 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, lesquels reprennent en annexes les délimitations des zones noyau et tampon concernées :

- l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

- l'arrêté ministériel du 21 septembre 2018 modifiant l'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

- l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

- l'arrêté ministériel du 14 novembre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

- l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

- l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

Considérant que cette interdiction de circuler en forêt dans la zone infectée par la peste porcine africaine a empêché les exploitants forestiers actifs dans cette zone d'accéder, à partir de son adoption, aux lots forestiers qu'ils ont acquis et que de ce fait, ils n'ont pu réaliser ni les opérations d'abattage et de débardage de bois résineux scolytés non exploités toujours sur pied, ni l'évacuation des bois déjà coupés tant feuillus que résineux;

Considérant que l'interdiction de circulation, bien que justifiée et justifiable du fait de la virulence de la peste porcine africaine et des moyens limités de lutte contre celle-ci qui peuvent être mis en œuvre, impacte l'écosystème des peuplements forestiers et entraîne, dans le chef des exploitants forestiers et des propriétaires forestiers, des conséquences économiques notables par une perte de revenus importante;

Qu'en effet le prix du bois scolyté encore sur pied est nettement inférieur à celui du prix du bois sain sur le marché;

Qu'en outre les bois coupés non évacués perdent eux aussi de leur valeur, indépendamment de la question des scolytes, du fait de leur exposition aux aléas climatiques, tout particulièrement lorsque les bois coupés étaient destinés à être acheminés vers une scierie pour être valorisés comme bois d'œuvre;

Que cette perte économique est intenable pour le secteur et est de nature à mettre en péril la survie économique de nombre de ces exploitants forestiers et propriétaires, particulièrement dans un contexte où aucune amélioration de la situation n'est attendue à court terme, le pic de l'épidémie de peste porcine africaine dans la zone infectée n'ayant pas encore été atteint, et dans la mesure où il faudra compter au moins deux ans à partir du jour où le dernier sanglier infecté sera retrouvé ou tué dans cette zone, avant de pouvoir considérer que le virus présent dans la zone n'est plus contagieux et susceptible de réapparaître, avec comme corollaire que la circulation en forêt devra rester la plus limitée possible pendant toute cette période;

Considérant que compte tenu de l'évolution de l'épidémie de la peste porcine africaine d'une part, et de la pullulation extraordinaire de scolytes constatée dans les zones infectées d'autre part, l'arrêté ministériel adopté le 15 janvier 2019 prévoit, en son article 4, que moyennant le respect de certaines conditions définies, il peut être dérogé à cette interdiction générale de circulation en forêt dans le seul but de permettre l'inventaire, le marquage et l'exploitation des bois scolytés, qui est urgente;

Que cette même dérogation, assortie des mêmes conditions, figure à l'article 6 de l'arrêté ministériel adopté le 13 mars 2019, lequel abroge l'arrêté ministériel adopté le 15 janvier 2019;

Que cette dérogation permet de répondre à la double problématique que sont la protection et la préservation de l'écosystème et la reprise, dans une certaine mesure, des activités économiques des propriétaires forestiers et des exploitants forestiers par l'évacuation des bois scolytés coupés et/ou toujours sur pied ainsi que par l'évacuation des bois feuillus coupés;

Considérant qu'il est donc dans l'intérêt du propriétaire et de l'exploitant forestier d'évacuer au plus vite les bois résineux scolytés;

Que la perte économique subie par ces exploitants ne doit pas être de nature à les convaincre de laisser les bois scolytés dans la forêt au risque de ne pas rencontrer le besoin de protection de l'écosystème forestier;

Que les exploitants forestiers et les propriétaires forestiers assurent un rôle central dans la gestion des peuplements scolytés par l'inventaire, le marquage et l'évacuation des bois scolytés;

Qu'en l'absence de cette filière, la protection et la préservation de l'écosystème forestier ne saurait être garantie;

Considérant dès lors la nécessité d'indemniser les exploitants forestiers impactés dans la zone infectée par la peste porcine africaine, compte tenu des difficultés de viabilité que les mesures préventives adoptées pour lutter contre la maladie ont et vont engendrer pour certaines de ces entreprises à défaut d'intervention;

Considérant que la mesure de soutien prévue par le présent arrêté vise à fournir aux propriétaires et exploitants forestiers une aide, pour ces derniers au titre d'aide *de minimis*, afin de compenser, dans une certaine mesure, la dépréciation de leurs bois résineux sur pied et de leurs bois coupés tant feuillus que résineux qui n'ont pas pu être évacués et les inciter à évacuer les bois scolytés à des fins de protection de l'écosystème;

Considérant que le préjudice subi est donc étroitement lié à la gestion de la peste porcine africaine dans le sud de la province du Luxembourg;

Qu'il s'agit là de circonstances exceptionnelles;

Sur proposition du Ministre de la Forêt et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Titre I. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Règlement (UE) n° 1470/2013 du 18 décembre 2013 : Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*;

2° le Code forestier : le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier;

3° le Service : le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

4° l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 : l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

5° l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 : l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine;

6° le Ministre : le Ministre qui a les forêts dans ses attributions;

7° l'OEWB : l'Office économique wallon du Bois.

Titre II. — De l'aide octroyée aux exploitants forestiers

CHAPITRE I^{er}. — Conditions d'octroi de la mesure de soutien et obligations des exploitants forestiers

Art. 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles et dans le respect des conditions et des obligations fixées par le Règlement (UE) n° 1470/2013 du 18 décembre 2013, une aide sous la forme d'une subvention est octroyée aux exploitants forestiers qui ont été empêchés d'accéder à leurs lots de bois situés soit en zone noyau soit en zone tampon en application des interdictions de circulation en forêt successives qui étaient en vigueur du 17 septembre 2018 jusqu'au 15 janvier 2019 dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine.

Cette aide couvre :

1° la dépréciation de valeur des bois, tant feuillus que résineux, qui étaient déjà coupés au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation, et qui n'ont pas pu être évacués;

2° la dépréciation de valeur des épicéas qui étaient sains au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation, et qui se sont ensuite dépréciés en raison de leur infestation par des scolytes, faute d'avoir pu être exploités et évacués;

3° la dépréciation de valeur des épicéas qui étaient déjà scolytés au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation, et qui ont subi une perte de valeur supplémentaire faute d'avoir pu être exploités et évacués.

Art. 3. Peut bénéficier de l'aide visée à l'article 2 :

1° la personne physique qui exerce une activité d'exploitant forestier, comme professionnel à titre principal ou accessoire, qui a acquis le droit d'exploiter des bois sur une parcelle située dans une des zones dans lesquelles la circulation en forêt a été interdite dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine et qui, à l'aide de documents comptables, démontre qu'elle a exercé et qu'elle continue d'exercer une activité d'exploitant forestier sur l'année civile en cours et sur la dernière année civile écoulée;

2° la personne morale qui :

a) a au moins un siège d'exploitation en Région wallonne et exerce une activité en qualité d'exploitant forestier,

b) a acquis le droit d'exploiter des bois sur une parcelle située dans une des zones dans lesquelles la circulation en forêt a été interdite dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africain et

c) produit des documents comptables qui démontrent qu'elle a exercé et qu'elle continue d'exercer une activité d'exploitant forestier sur l'année civile en cours et les deux dernières années civiles écoulées.

Art. 4. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le demandeur doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° avoir acquis le(s) lot(s) de bois concerné(s) par la demande d'aide à partir du 1^{er} janvier 2016 dans les cas visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, et à partir du 1^{er} juillet 2018 dans le cas visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 3°, et dans tous les cas, avant l'interdiction de circulation en forêt édictée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2018;

2° avoir réellement été empêché d'accéder à la parcelle suite aux interdictions de circulation en forêt successives qui ont été édictées depuis le 17 septembre 2018 dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine;

3° avoir sollicité ou sollicité concomitamment à sa demande d'aide l'autorisation d'accès prévue à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 ou l'autorisation d'accès prévue à l'article 6, § 2, de l'arrêté ministériel du 13 mars 2019;

4° concernant spécifiquement les bois résineux scolytés non exploités toujours sur pied, avoir communiqué la copie du catalogue de vente par catégorie reprenant les bois résineux concernés arrêté au 31 mars 2019 et produire tout élément utile permettant de déterminer l'état sanitaire des arbres concernés à la mi-septembre 2018.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, la condition n'est pas remplie si le demandeur a la qualité d'exploitant professionnel, que son lot est situé en zone tampon et qu'il n'a pas sollicité auprès du chef de cantonnement l'autorisation d'accès prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2018 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, ou s'il l'a sollicitée et obtenue.

Art. 5. La demande d'aide est introduite par courrier recommandé auprès du Service et de l'OEWB, pour le 31 décembre 2019 et comporte les éléments suivants :

- 1° identification, qualité et coordonnées du demandeur;
- 2° identification du ou des lot(s) de bois concerné(s) par la demande au moyen de toutes données utiles : lieu-dit, numéros de parcelle cadastrale complet, compartiment forestier, etc., ainsi que leur localisation précise sur une carte au 1/10000^e;
- 3° date et preuve d'achat du ou des lot(s) de bois concerné(s) par la demande, et copie du catalogue de la vente ou de l'annonce;
- 4° identification et coordonnées du vendeur;
- 5° volume et prix d'achat du ou des lot(s), compte tenu de la qualité estimée des bois et de leur destination (bois d'œuvre pour scierie, bois de chauffage, trituration);
- 6° pourcentage de bois scolytés au 15 septembre 2018, d'une part, et au moment de l'introduction de la demande, d'autre part, sur base de tout élément justificatif possible, ou à défaut, d'une déclaration sur l'honneur;
- 7° dans le cas visé à l'article 2, alinéa 2, 1°, indication du volume de bois initial à exploiter, du volume déjà exploité et évacué, et du volume coupé restant à évacuer, et l'estimation de la répartition de ces volumes par essence;
- 8° le cas échéant, indication du nom et des coordonnées de la compagnie d'assurance qui couvre le demandeur pour les risques liés à l'exploitation forestière ou pour les pertes de revenus, et communication d'initiative, dès que possible, du montant des sommes perçues dans le cadre de l'assurance couvrant les mêmes coûts que la présente aide, étayée par tout document utile;
- 9° si le bois est revendu par le demandeur, communication du montant de vente obtenu, étayé par tout document utile, afin d'en tenir compte dans la détermination de la valeur résiduelle;
- 10° la remise d'une déclaration sur l'honneur complétée telle que reprise à l'annexe 1.

Si tout ou partie des éléments repris ci-avant ont déjà été communiqués à l'OEWB dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt organisé en novembre 2018, le demandeur peut alors communiquer uniquement les éléments qu'il a identifiés comme étant manquants.

L'OEWB vérifie le dossier de demande d'aide sur la base des éléments fournis par le demandeur et informe le Service du résultat de son examen.

L'OEWB informe le demandeur du caractère irrecevable ou incomplet de sa demande dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Le demandeur est tenu de fournir les informations manquantes dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande de l'OEWB de compléter le dossier, sous peine d'irrecevabilité de sa demande.

CHAPITRE II. — *Méthodes de calcul*

Art. 6. § 1^{er}. La dépréciation de valeur prise en compte pour chaque lot est celle qui a eu lieu au maximum au cours des 6 mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'interdiction d'accès à ce lot.

Toutefois, si l'autorisation visée à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 ou celle visée à l'article 6, § 2, de l'arrêté ministériel du 13 mars 2019 a été refusée par le chef de cantonnement, la période prise en compte pour l'estimation de la dépréciation de valeur est prolongée jusqu'à la date à laquelle l'autorisation d'accès est finalement délivrée.

§ 2. Selon la situation prévue par l'article 2, alinéa 2, applicable au demandeur, le Ministre applique l'une des méthodologies de calcul suivante définie par l'OEWB :

1° pour ce qui est relatif à la perte de valeur initiale des bois coupés tant feuillus que résineux qui n'ont pas pu être évacués, la valeur du bois restant sur coupe est constituée d'une part de la valeur intrinsèque du bois (part matière) à laquelle s'ajoute la valeur du travail déjà réalisé sur ces bois abattus sur coupe (part prestations).

1. La part matière est calculée comme ceci :

Pour chaque lot acheté situé en zone d'interdiction de circulation, selon que le lot est soit complètement abattu sur coupe, soit qu'il n'en reste qu'une partie sur la coupe, la méthode de calcul de la part matière diffère :

1^{er} cas : le lot acheté est entièrement abattu et est resté sur la coupe.

Dans ce cas, la valeur des bois sur coupe correspond au prix d'achat total du lot (frais compris, HTVA).

2^{ème} cas : seule une partie du lot acheté est abattu et encore présent sur la coupe (certains bois ont déjà été évacués ou sont toujours sur pied).

Dans ce cas, la valeur des bois abattus encore sur coupe sera estimée grâce à des méthodes qui diffèrent selon que les lots de bois sont constitués d'une seule essence ou de plusieurs, de grumes ou de houppiers :

a) une seule essence composait le lot abattu : la valeur des bois sera estimée en multipliant le volume restant sur la coupe par le prix d'achat moyen du lot concerné;

b) plusieurs essences composaient le lot abattu :

i. les bois restants sont des grumes : la valeur des bois sera estimée en multipliant le volume de chaque essence restant sur la coupe par le prix d'un m³ de l'essence concernée sur base des prix moyen de cette essence en fonction du volume de l'arbre moyen du lot (l'année de la vente);

ii. les bois restants sont des houppiers, toutes les grumes ont été évacuées : la valeur des houppiers est estimée en multipliant le volume de houppiers restant sur la coupe par un montant forfaitaire de 14€/m³.

2. La valeur du travail déjà réalisé sur ces bois abattus encore sur coupe est déterminée comme ceci :

Pour chaque lot acheté situé en zone d'interdiction de circulation, selon que l'exploitant a fait réaliser les travaux d'exploitation en sous-traitance ou qu'il les a réalisés lui-même, la méthode de calcul de la part prestations diffère :

a) 1^{ère} cas : les prestations d'exploitation ont été réalisées en sous-traitance.

Dans ce cas, le montant de la part prestations est déterminé sur base des factures des sous-traitants et des preuves de paiement.

b) 2^{ème} cas : les prestations d'exploitation ont été réalisées par l'exploitant impacté lui-même. Il ne dispose pas de factures d'exploitation se rapportant à ces lots.

Dans ce cas, le montant de la part prestations est déterminé sur base de forfaits Ces forfaits ont été définis sur base d'informations en provenance du secteur et sur base de factures d'exploitation recueillies dans le cadre des déclarations de préjudices remises à l'OEWB. Ils sont les suivants :

Forfaits	Feuillus	Résineux
Abattage et découpe	7€/m ³	10€/m ³
Débardage	7€/m ³	5€/m ³

2° pour ce qui est relatif à la perte de valeur initiale des bois coupés tant feuillus que résineux qui ont été acheminés vers une aire de stockage mais qui n'ont ensuite pas pu être évacués, la valeur du bois restant sur cette aire de stockage est calculée comme suit :

1^{er} cas : les bois restent invendus après réouverture de l'accès à l'aire de stockage.

La valeur de ces bois est calculée en retirant la marge moyenne de l'entreprise concernée de la valeur initiale du stock à la vente. La valeur initiale du stock à la vente est déterminée par le prix de vente de l'ensemble des bois centralisés et stockés (marge comprise), tandis que le taux de marge bénéficiaire est calculé en divisant le total des marges brutes des trois derniers exercices par le total des chiffres d'affaires des trois derniers exercices.

Exemple : Valeur initiale du stock à la vente / 1,075 (si le taux de marge bénéficiaire est de 7,5%).

2^{ème} cas : Les bois sont vendus après réouverture de l'accès à l'aire de stockage, avec diminution du prix de vente.

La perte encourue est calculée en faisant la différence entre la valeur initiale du stock à la vente et la valeur de la vente réalisée, dont on retire la marge bénéficiaire moyenne de l'entreprise;

3° pour ce qui concerne la perte de valeur initiale des bois résineux scolytés non exploités toujours sur pied, la méthodologie de calcul est la suivante :

1. Déterminer la valeur initiale d'un m³ d'épicéa du lot concerné

Pour chaque lot acheté situé en zone d'interdiction de circulation, deux méthodes permettent de déterminer le prix moyen pour 1 m³ d'épicéa, selon que le volume des lots soit composé de plus ou moins de 80% d'épicéa :

a) 1^{er} cas : le lot est composé de 80% et plus du volume d'épicéa

Le prix moyen du m³ d'épicéa du lot est calculé en divisant le prix d'achat du lot par le volume total du lot (sur base du catalogue de vente);

b) 2^{ème} cas : le lot est composé moins de 80% du volume d'épicéa (ou les valeurs des prix d'achats sont considérées comme anormales)

Le prix du m³ d'épicéa du lot est déterminé sur base des prix moyens de l'épicéa en fonction du volume de l'arbre moyen du lot (l'année de la vente).

2. Evaluer le volume d'épicéas scolytés dans chaque lot

Pour chaque lot, un comptage sur le terrain du nombre de bois scolytés, multiplié par le volume de l'arbre moyen du lot, permet d'obtenir l'évaluation du volume scolyté (sans cuber les bois scolytés).

3. Calculer le volume d'épicéas scolytés depuis la vente (sur base des informations du catalogue ou d'interprétation de photos satellites quant elles sont disponibles)

Si des indications d'un volume de bois déjà scolytés lors de la vente dans le catalogue sont disponibles, le volume total de bois scolyté sera diminué par celui scolyté initialement afin de calculer le volume sur lequel porte le préjudice.

4. Déterminer la valeur résiduelle d'un m³ d'épicéa scolyté

Trois valeurs différentes sont déterminées sur base des classes de circonférence à 1m50 (et converti au départ du bois moyen du lot concerné) :

- < 60 : 5€/m³
- 60 – 90 : 10€/m³
- > 90 : 15€/m³

5. Calcul du montant du préjudice

Le montant du préjudice correspond au volume d'épicéa scolyté depuis la vente, multiplié par la différence entre la valeur d'1 m³ d'épicéa du lot à l'achat (cf. point 1) et la valeur résiduelle d'1 m³ d'épicéa scolyté (cf. point 4).

§ 3. L'aide visée au paragraphe 2 prend la forme d'une subvention en capital d'un montant équivalent à maximum 100 pour-cent des pertes constatées et payable en une seule tranche.

Le montant total de l'aide visée à l'alinéa 1^{er} ne dépasse pas le montant global maximum de 200.000 euros sur une période de trois exercices fiscaux duquel est déduit le montant de toute aide *de minimis* ayant été octroyée au cours de l'année en cours et des deux années précédentes eu égard aux informations reprises sur la déclaration sur l'honneur visée à l'article 5, alinéa 1, 10°, du présent arrêté.

§ 4. Le montant de l'aide aux exploitants forestiers n'est pas cumulable avec d'autres aides ayant le même objet.

Titre 3. — De l'aide octroyée aux propriétaires forestiers

CHAPITRE 1^{er}. — Conditions d'octroi de la mesure de soutien et obligations des propriétaires forestiers

Art. 7. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, une aide est octroyée aux propriétaires forestiers qui ont été empêchés de finaliser la vente de leurs lots de bois situés soit en zone noyau soit en zone tampon en application des interdictions de circulation en forêt successives qui étaient en vigueur du 17 septembre 2018 jusqu'au 15 janvier 2019 dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine.

Cette aide couvre :

1° la dépréciation de valeur des épicéas qui étaient sains au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation, et qui se sont ensuite dépréciés en raison de leur infestation par des scolytes, faute d'avoir pu être vendus, puis exploités et évacués;

2° la dépréciation de valeur des épicéas qui étaient déjà scolytés au moment de l'entrée en vigueur de l'interdiction de circulation, et qui ont subi une perte de valeur supplémentaire faute d'avoir pu être vendus, puis exploités et évacués.

Art. 8. Peut bénéficier de l'aide visée à l'article 7, la personne physique ou morale qui est propriétaire des bois sur une parcelle située dans une des zones dans lesquelles la circulation en forêt a été interdite dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine et qui, à l'aide d'un catalogue de vente arrêté au plus tard le 17 septembre 2018, démontre qu'elle était sur le point de mettre ses bois en vente.

Art. 9. Pour pouvoir bénéficier de l'aide, le demandeur doit satisfaire aux conditions cumulatives suivantes :

1° produire le titre de propriété de la parcelle située dans la zone infectée dans laquelle la circulation en forêt a été interdite dans le cadre des mesures de lutte contre la peste porcine africaine;

2° communiquer la copie du catalogue de vente par catégorie reprenant les bois résineux concernés arrêté au plus tard le 17 septembre 2018, et produire tout élément utile permettant de déterminer l'état sanitaire des arbres concernés à la date du 17 septembre 2018;

3° démontrer, par tout moyen de droit, que le demandeur était sur le point de mettre ses bois résineux en vente avant la décision d'interdiction de circulation en forêt du 17 septembre 2018.

Art. 10. La demande d'aide est introduite par courrier recommandé auprès du Service et de l'OEWB, pour le 31 décembre 2019 et comporte les éléments suivants :

1° identification, qualité et coordonnées du demandeur;

2° identification du ou des lot(s) de bois concerné(s) par la demande au moyen de toutes données utiles : lieu-dit, numéros de parcelle cadastrale complet, compartiment forestier, etc., ainsi que leur localisation précise sur une carte au 1/10000^e;

3° copie du catalogue de la vente;

4° copie de l'annonce ou de tout élément justificatif démontrant que le demandeur était sur le point de mettre ses bois résineux en vente avant la décision d'interdiction de circulation en forêt du 17 septembre 2018;

5° volume et prix de vente estimé du ou des lot(s), compte tenu de la qualité estimée des bois;

6° pourcentage de bois scolytés au 17 septembre 2018 sur base de tout élément justificatif possible, ou à défaut, d'une déclaration sur l'honneur;

7° le cas échéant, indication du nom et des coordonnées de la compagnie d'assurance qui couvre le demandeur pour les risques liés à son activité forestière ou pour les pertes de revenus, et communication d'initiative, dès que possible, du montant des sommes perçues dans le cadre de l'assurance couvrant les mêmes coûts que la présente aide, étayée par tout document utile;

8° si le bois est revendu par le demandeur, communication du montant de vente obtenu, étayé par tout document utile, afin d'en tenir compte dans la détermination de la valeur résiduelle.

L'OEWB vérifie le dossier de demande d'aide sur la base des éléments fournis par le demandeur et informe le Service du résultat de son examen.

L'OEWB informe le demandeur du caractère irrecevable ou incomplet de sa demande dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Le demandeur est tenu de fournir les informations manquantes dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception de la demande de l'OEWB de compléter le dossier, sous peine d'irrecevabilité de sa demande.

CHAPITRE II. — Méthodes de calcul

Art. 11. § 1^{er}. La dépréciation de valeur prise en compte pour chaque lot est celle qui a eu lieu au maximum au cours des 6 mois qui ont suivi l'entrée en vigueur de l'interdiction d'accès à ce lot.

§ 2. Selon la situation prévue par l'article 7, alinéa 2, applicable au demandeur, le Ministre applique la méthodologie de calcul suivante définie par l'OEWB.

1. Déterminer la valeur initiale d'un m³ d'épicéa du lot concerné

Pour chaque lot situé en zone d'interdiction de circulation, deux méthodes permettent de déterminer le prix moyen pour 1 m³ d'épicéa, selon que le volume des lots soit composé de plus ou moins de 80% d'épicéa :

a) 1^{er} cas : le lot est composé de 80% et plus du volume d'épicéa

Le prix moyen du m³ d'épicéa du lot est calculé en divisant le prix d'achat du lot estimé en fonction du prix du marché par le volume total du lot (sur base du catalogue de vente);

b) 2^{ème} cas : le lot est composé moins de 80% du volume d'épicéa (ou les valeurs des prix d'achats sont considérées comme anormales)

Le prix du m³ d'épicéa du lot est déterminé sur base des prix moyen estimé en fonction du prix du marché de l'épicéa en fonction du volume de l'arbre moyen du lot (l'année de la vente).

2. Evaluer le volume d'épicéas scolytés dans chaque lot

Pour chaque lot, un comptage sur le terrain du nombre de bois scolytés, multiplié par le volume de l'arbre moyen du lot, permet d'obtenir l'évaluation du volume scolyté (sans cuber les bois scolytés).

3. Calculer le volume d'épicéas scolytés depuis la vente (sur base des informations du catalogue ou d'interprétation de photos satellites quand elles sont disponibles)

Si des indications d'un volume de bois déjà scolytés sont disponibles, le volume total de bois scolyté sera diminué par le volume scolyté initialement afin de calculer le volume sur lequel porte le préjudice.

4. Déterminer la valeur résiduelle d'un m³ d'épicéa scolyté

Trois valeurs différentes sont déterminées sur base des classes de circonférence à 1m50 (et converti au départ du bois moyen du lot concerné) :

- < 60 : 5€/m³

- 60 – 90 : 10€/m³

- > 90 : 15€/m³

5. Calcul du montant du préjudice

Le montant du préjudice correspond au volume d'épicéa scolyté depuis la communication du catalogue de vente à un exploitant forestier, multiplié par la différence entre la valeur 1 m³ épicéa du lot à l'achat (cf. point 1) et la valeur résiduelle 1 m³ épicéa scolyté (cf. point 4).

§ 3. Sans préjudice de la méthode de calcul fixée au paragraphe 2, le montant total de l'aide à octroyer par propriétaires forestiers concernés est plafonné à un montant global maximum de 200.000,00 euros sur une période de trois exercices fiscaux.

Titre 4. — Dispositions communes**CHAPITRE 1^{er}. — Examen de la demande, notification de la décision, recours possible et paiement de l'indemnité**

Art. 12. Le Service examine la demande d'aide sur la base des éléments fournis par le demandeur et vérifiés par l'OEWB, conformément à l'article 5 pour les exploitants forestiers et à l'article 9 pour les propriétaires forestiers, mais également sur base des données et des documents auxquels il a accès ou dont il dispose. Les informations reçues peuvent notamment être vérifiées ou complétées au moyen de photos aériennes ou satellites.

Du seul fait de l'introduction de sa demande, le demandeur autorise également le Service et l'OEWB à procéder sur le terrain à la vérification du respect des conditions d'octroi, sans avertissement préalable. L'opposition à ce contrôle ou la fourniture de données de localisation erronées conduit au refus ou à la récupération de l'octroi de l'indemnité.

Art. 13. A l'issue de la vérification par l'OEWB de chaque dossier individuel du demandeur communiquée au Service et de son examen par le Service, ce dernier notifie la décision sur la demande d'aide et le montant de l'aide octroyée dans un délai de maximum trente jours à compter de la réception de la demande réputée complète par l'OEWB.

Art. 14. Le demandeur dispose d'un délai de trente jours à compter de la réception de la notification pour introduire un recours contre la décision notifiée, soit pour contester le refus d'octroi de l'aide, soit pour contester les éléments factuels pris en compte pour le calcul de la dépréciation de valeur subie, soit pour contester le calcul effectué.

Le recours est introduit auprès de l'Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts et est étayé de tout document utile.

Le demandeur peut faire appel, à ses frais, à un expert indépendant pour l'estimation de la dépréciation de valeur. Dans ce cas, le descriptif détaillé de la méthodologie suivie et des éléments pris en compte est fourni par écrit.

Lorsque le demandeur en fait la demande dans le recours, il est entendu par l'Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts.

Le dossier du recours, accompagné de l'avis de l'Inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts, est transmis au Ministre.

Le Ministre prend une décision sur le recours dans un délai d'un mois à compter de la réception du recours. Il transmet une copie de sa décision au Service concomitamment à la notification de la décision sur recours à l'exploitant forestier.

L'introduction d'un recours suspend le paiement prévu à l'article 15, jusqu'à la notification de la décision sur recours, mais ne prolonge par contre pas la période de prise en compte de la dépréciation de valeur prévue par les articles 6 et 11.

Art. 15. § 1^{er}. A l'égard des exploitants forestiers, l'aide est liquidée, en sa totalité, à la fin de l'exploitation et de l'évacuation des bois.

La fin de l'exploitation et de l'évacuation des bois est communiquée au Service par le demandeur, par l'envoi d'une copie des décharges d'exploitation.

§ 2. A l'égard des propriétaires forestiers, l'aide est liquidée, en sa totalité, dès la notification communiquée par le Service au propriétaire forestier et selon les modalités prévues par l'article 8.

§ 3. Le montant de l'aide visée par les paragraphes 1 et 2 est réduit de plein droit par le Service :

- pour tenir compte du montant perçu par l'exploitant à charge d'une compagnie d'assurance, si elle porte sur les mêmes coûts éligibles, et;

- conformément aux modalités prévues à l'article 6, § 3, afin que l'aide octroyée ne dépasse pas le montant global maximum de 200.000 euros.

Aucun intérêt de retard ne peut être réclamé en raison de la suspension d'un des paiements conformément aux règles prévues par le présent arrêté, ou d'un retard dans l'exécution de ceux-ci.

§ 4. Le paiement de l'aide à l'égard des exploitants forestiers est accompagné d'une attestation « *de minimis* » transmis au bénéficiaire par le Service suivant le modèle repris en annexe 2.

Art. 16. § 1^{er}. En cas de constat par le Service ou l'OEWB que le demandeur a omis de communiquer les informations ou en cas d'informations erronées visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, 8° à 10°, ou à l'article 10, l'aide est soit refusée, soit récupérée par toutes voies de droit en ce compris la compensation.

A l'égard des exploitants forestiers, le non-respect des conditions et consignes de l'autorisation visée à l'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2019 ou à l'article 6, § 2, de l'arrêté ministériel du 13 mars 2019, entraîne également le non-paiement de l'indemnité visée à l'article 10.

§ 2. Le bénéficiaire qui est tenu de rembourser l'aide en application du paragraphe 1, rembourse la somme initialement perçue, ajustée sur base de l'indice des prix à la consommation, l'indice de départ étant celui valable à la date du paiement de l'indemnité. Le montant à rembourser est versé sur le compte du Receveur général du Service public de Wallonie selon les modalités qui sont notifiées au bénéficiaire.

Titre 5. — Dispositions finales

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2020.

Art. 18. Le Ministre qui a la Forêt et la Ruralité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe 1. DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR DE L'ENTREPRISE Aides de minimis octroyées et à venir

Vous allez recevoir une aide de la Région Wallonne. La Commission européenne règlemente les aides aux entreprises afin qu'elles ne faussent pas la concurrence. La présente aide est une aide qualifiée de « *de minimis* » au sens de cette réglementation européenne. Au risque de devoir rembourser la somme reçue, le montant des aides dites *de minimis* ne peut dépasser un certain plafond lié au secteur d'activité. Aux fins de vérifier que ce plafond n'est pas dépassé, il vous est demandé de compléter le document suivant.

1. Renseignements généraux

Numéro d'entreprise

□□□□-□□□□-□□□□

Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

Personne physique (indépendant)

M./Mme. (nom et prénom) Infos à compléter par l'autorité subsidiaire

Personne morale (société)

Nom de la société

.....
Forme juridique

Personne de contact

M./Mme (nom et prénom)

.....
Téléphone/gsm :
.....

2. Participations et composition du capital

L'appréciation du seuil s'effectue en tenant compte de toutes les aides *de minimis* reçue au niveau de **l'entreprise unique**. Si votre entreprise est liée à une ou plusieurs autres entreprises (participations, associations, droits de vote,...), complétez l'annexe. Sinon, passez au point 3.

3. Activités de l'entreprise

L'application des règlements *de minimis* diffère selon le secteur dans lequel l'entreprise est active. L'entreprise est-elle active dans l'un de ces secteurs (*cochez la case le cas échéant*) ?

L'entreprise est active dans les secteurs de la **pêche, l'aquaculture (en cas de doute, ces activités correspondent aux codes 03 du Code NACE-BEL)**

L'entreprise est active dans le secteur de la production primaire de produits agricoles (en cas de doutes, ces activités correspondent aux codes **01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL**)

- L'entreprise est active dans le **transport de marchandises par route pour compte d'autrui**.

N.B. : le(s) code(s) NACE de l'entreprise peu(ven)t être obtenu(s) auprès de la Banque-carrefour des entreprises via « BCE public Search », disponible via le lien suivant : <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. Renseignements relatifs aux aides *de minimis*

Pour octroyer une aide en vertu de la réglementation *de minimis*, il est nécessaire de tenir compte des autres aides *de minimis* octroyées à l'entreprise au cours de l'exercice fiscal en cours mais aussi des deux derniers exercices fiscaux. Veuillez compléter le tableau repris ci-dessous si vous avez reçu des aides *de minimis* dans cette période. Pour ce faire, gardez à l'esprit la notion d'entreprise unique développée au point 2 supra.

N.B. : Pour savoir si une précédente aide reçue est une aide *de minimis*, l'autorité subsidiaire vous a remis une attestation d'aide *de minimis* précisant le règlement de laquelle cette aide relève : général, pêche, agriculture, SIEG.

Aides précédemment obtenues et en cours de traitement :

Date de décision	Entité bénéficiaire	Règlement <i>de minimis</i> concerné par la demande	Objet de l'aide	Pouvoir subsidiant	Montant en EUR
□□/□□/□□		EUR
				
				
				
				
				
				
				
				
				

TOTAL :EU

Je soussigné, (nom et prénom), représentant légal en tant que de l'entité (n° d'entreprise et raison sociale/dénomination)

....., autorisé légalement à engager l'entreprise, atteste sur l'honneur que la liste des renseignements mentionnés ci-dessous est exacte et complète.

Je m'engage à fournir les attestations relatives aux dispositions ci-dessus à la demande de l'administration.

Je suis conscient que si les renseignements transmis par mon entreprise sont inexacts, les aides obtenues sur base de ceux-ci devront être remboursées.

Fait à, le

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 octroyant une aide aux exploitants forestiers et aux propriétaires ayant subi un préjudice en raison de l'interdiction de circulation en forêt dans la zone infectée par la peste porcine africaine.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Annexe 2. Attestation « de minimis »**ATTESTATION DE MINIMIS**

Par la présente, nous confirmons que l'aide octroyée à l'entreprise (n° entreprise et dénomination)est une **aide de minimis** en vertu du Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, JOUE, L. 352, 24 décembre 2013, pp. 1-8.

Le montant de cette aide est deeuros. Elle est octroyée en date du

Ce montant sera à indiquer, le cas échéant, dans toute attestation sur l'honneur de minimis complétée en prévision de l'attribution d'une autre aide de minimis.¹

Autorité subsidiante :

Pour le SPW, SPWARNE, le Département de la Nature et des Forêts du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelle et Environnement,

Nom de la personne signant le document (agent en charge du dossier) :

Fait le :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 octroyant une aide aux exploitants forestiers et aux propriétaires ayant subi un préjudice en raison de l'interdiction de circulation en forêt dans la zone infectée par la peste porcine africaine.

Namur, le 20 juin 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

¹ Ce document (ou l'information qu'il contient) est à conserver pendant 3 exercices fiscaux !

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/41285]

20. JUNI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Beihilfe zugunsten der Holzunternehmen und der Eigentümer, die durch das Verbot des Verkehrs im Wald in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet Schaden erlitten haben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen, Artikel 11 bis 14;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 1 Absatz 2 Ziffer 2 und Artikel 36;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 2013, 17. Dezember 2015, 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. August 2017 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung;

Aufgrund der am 2. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 4. April 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Berichts vom 11. Oktober 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 3. Juni 2019 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.095 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass seit dem Sommer 2018 und aufgrund der günstigen klimatischen Bedingungen für seine Entwicklung in den wallonischen Wäldern ein Forstschädling vorhanden ist, der die Nadelbäume befallt: der Buchdrucker (*Ips typographus* - Borkenkäfer);

In der Erwägung, dass die Entwicklungsdynamik der Borkenkäferpopulation exponentiell ist: In jedem Baum, der von einigen hundert Borkenkäfern befallen ist, werden sechs bis acht Wochen später Zehntausende von Insekten geboren, die wiederum neue Bäume kolonisieren;

In der Erwägung, dass sich die neuen Angriffe zum einen auf benachbarte Bäume konzentrieren, wodurch sich die Befallsherde vergrößern, und zum anderen auf benachbarte oder sogar entferntere Bestände, was zur Ausdehnung des Ausbruchs beiträgt;

In der Erwägung, dass es sich in den infizierten Gebieten neben der Afrikanischen Schweinepest nun um eine zusätzliche Gesundheitskrise handelt;

In der Erwägung, dass das einzig wirksame Vorgehen gegen die massive Besiedlung von Nadelbäumen durch Borkenkäfer die Entfernung der befallenen Bäume ist, unabhängig davon, ob sie noch stehen oder bereits geschlagen wurden;

In der Erwägung, dass es sich bei dieser Entfernung um eine Maßnahme zur Erhaltung und zum Schutz des Ökosystems im infizierten Gebiet, aber auch im weiteren Sinne in den wallonischen Wäldern handelt, um insbesondere eine weitreichende und anhaltende Destabilisierung der Waldbestände, eine Störung der Bestandsbewirtschaftung und eine Beeinträchtigung der Landschaft zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Räumung des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes in der Gaume ab dem 13. September 2018 nicht mehr gewährleistet werden konnte, da zu diesem Zeitpunkt ein Primärfall der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgestellt wurde;

In der Erwägung, dass die wallonische Regierung sich veranlasst sah, mehrere Sofortmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Abgrenzung eines Seuchengebiets und geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind;

In der Erwägung, dass der Verkehr im Wald als ein echtes Risiko der Verbreitung von Wildschweinen und damit der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest angesehen wurde, und dass er daher durch verschiedene in Anwendung von Artikel 14 Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch nacheinander verabschiedete Ministeriellen Erlasse, verboten wurde, die in den Anhängen die Abgrenzungen der betroffenen Kern- und Pufferzonen aufgeführt sind:

- Ministerieller Erlass vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

- Ministerieller Erlass vom 21. September 2018 zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 17. September 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

- Ministerieller Erlass vom 12. Oktober 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

- Ministerieller Erlass vom 14. November 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

- Ministerieller Erlass vom 15. Januar 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

- Ministerieller Erlass vom 13. März 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

In der Erwägung, dass dieses Verbot des Verkehrs in den Wäldern innerhalb des mit der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiets dazu geführt hat, dass es den dort tätigen Holzunternehmen ab dem Zeitpunkt, an dem dieses Verbot verhängt wurde, nicht mehr möglich war, Zugang zu den von ihnen erworbenen Losen zu erhalten, und dass sie daher weder die Fäll- und Rückarbeiten von noch nicht geerntetem und stehendem durch den Borkenkäfer befallenem Nadelholz, noch die Räumung von bereits geschlagenem Holz, sowohl Laubholz als auch Nadelholz, durchführen konnten;

In der Erwägung, dass das Verkehrsverbot, obwohl es gerechtfertigt ist und aufgrund der Virulenz der Afrikanischen Schweinepest und der begrenzten Mittel, die zu seiner Bekämpfung eingesetzt werden können, gerechtfertigt werden kann, Auswirkungen auf das Ökosystem der Waldbestände hat und erhebliche wirtschaftliche Folgen für Holzunternehmen und Waldeigentümer hat, die sich in einem erheblichen Einkommensverlust äußern;

In der Erwägung, dass der Preis für stehendes Käferholz auf dem Markt deutlich niedriger ist als der Preis für gesundes Holz;

In der Erwägung, dass darüber hinaus der Wert des nicht entfernten geschlagenen Holzes auch sinkt, unabhängig vom Problem des Käferbefalls, da es klimatischen Schwankungen ausgesetzt ist, insbesondere wenn das geschlagene Holz zur Verwertung als Nutzholz in ein Sägewerk gebracht werden sollte;

In der Erwägung, dass dieser wirtschaftliche Verlust für den Sektor untragbar ist und das wirtschaftliche Überleben zahlreicher Forstunternehmen und -besitzer gefährden könnte, insbesondere in einem Kontext, in dem kurzfristig keine Verbesserung der Situation zu erwarten ist, da der Höhepunkt der Afrikanischen Schweinepest im infizierten Gebiet noch nicht erreicht ist und da es mindestens zwei Jahre nach dem Tag, an dem das letzte infizierte Wildschwein in diesem Gebiet gefunden oder getötet wird, dauern wird, bevor davon ausgegangen werden kann, dass das in diesem Gebiet vorhandene Virus nicht mehr ansteckend ist und Gefahr läuft wieder aufzutreten, so dass der Verkehr im Wald während dieses Zeitraums so begrenzt wie möglich bleiben muss;

In der Erwägung, dass angesichts der Entwicklung der Epidemie der Afrikanischen Schweinepest einerseits und des außergewöhnlichen Aufkommens von Borkenkäfern in den infizierten Gebieten andererseits in Artikel 4 des am 15. Januar 2019 angenommenen Ministeriellen Erlasses vorgesehen wird, dass dieses allgemeine Verbot des Verkehrs in den Wäldern unter bestimmten genau festgelegten Bedingungen ausschließlich zum Zwecke der Bestandsaufnahme und Kennzeichnung der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume aufgehoben werden kann, was dringend geboten ist;

In der Erwägung, dass die gleiche Ausnahmeregelung mit den gleichen Bedingungen in Artikel 6 des am 13. März 2019 verabschiedeten Ministeriellen Erlasses, welcher den Ministeriellen Erlass vom 15. Januar 2019 aufhebt, angeführt wird;

In der Erwägung, dass diese Ausnahmeregelung es ermöglicht, auf das doppelte Problem des Schutzes und der Erhaltung des Ökosystems und in gewissem Maße der Wiederaufnahme der wirtschaftlichen Tätigkeiten von Holzunternehmen und Eigentümern von Forstgebieten durch die Räumung von geschlagenen und/oder noch stehenden durch den Borkenkäfer befallenen Bäumen und durch die Räumung von geschlagenen Laubbäumen einzugehen;

In der Erwägung, dass es folglich im Interesse der Waldeigentümer und der Holzunternehmen ist, die durch den Borkenkäfer befallenen Nadelbäume so schnell wie möglich zu räumen;

In der Erwägung, dass der wirtschaftliche Schaden, der diesen Unternehmen entsteht, nicht so groß sein darf, dass sie dazu veranlasst werden, das durch den Borkenkäfer befallene Holz im Wald zu belassen, was die Gefahr in sich bergen würde, den notwendigen Schutz des Waldökosystems nicht weiter zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Holzunternehmen und Waldeigentümer eine zentrale Rolle in der Verwaltung der durch den Borkenkäfer befallenen Bestände durch die Bestandsaufnahme, die Kennzeichnung und die Räumung der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume spielen;

In der Erwägung, dass in der Abwesenheit dieses Sektors der Schutz und die Erhaltung des Waldökosystems nicht gewährleistet werden kann;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, die betroffenen Holzunternehmen in dem mit der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet zu entschädigen, wobei die Schwierigkeiten ihrer Lebensfähigkeit zu berücksichtigen sind, die die zur Bekämpfung der Seuche getroffenen Präventivmaßnahmen für einige dieser Unternehmen hervorgerufen haben und hervorgerufen werden, sollten keine unterstützenden Maßnahmen erfolgen;

In der Erwägung, dass die in dem vorliegenden Erlass vorgesehene Unterstützungsmaßnahme darauf abzielt, den Holzunternehmen und Waldeigentümern eine Beihilfe zu gewähren (für die Holzunternehmen in Form einer De-minimis-Beihilfe), um bis zu einem gewissen Grad die Abwertung ihres stehenden Nadelholzes sowie des bereits geschlagenen Laub- und Nadelholzes, das nicht entfernt werden konnte, auszugleichen, und sie zu ermutigen, zum Schutz des Ökosystems das durch den Borkenkäfer befallene Holz aus dem Wald zu entfernen;

In der Erwägung, dass die erlittenen Schäden daher eng mit der Bekämpfung der afrikanischen Schweinepest im Süden der Provinz Luxemburg verbunden sind;

In der Erwägung, dass es sich hier um außergewöhnliche Umstände handelt;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur, Forstwesen und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Titel I — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013; die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

2° Forstgesetzbuch: das Dekret vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch;

3° Dienststelle: die Abteilung Natur und Forstwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;

4° Ministerieller Erlass vom 15. Januar 2019: der Ministerielle Erlass vom 15. Januar 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

5° Ministerieller Erlass vom 13. März 2019: der Ministerielle Erlass vom 13. März 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen;

6° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wälder gehören;

7° OEWB: Das "Office économique wallon du Bois" (Wallonisches Wirtschaftsamt für Holz).

Titel II — Beihilfe für Holzunternehmen

KAPITEL I — Bedingungen für die Gewährung der Unterstützungsmaßnahme und Verpflichtungen der Holzunternehmen

Art. 2 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und unter Einhaltung der Bedingungen und Verpflichtungen der Verordnung (EU) Nr. 1470/2013 vom 18. Dezember 2013 wird den Forstunternehmen, die aufgrund aufeinanderfolgender Verbote des Verkehrs in den Wäldern, die vom 17. September 2018 bis 15. Januar 2019 im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Kraft waren, nicht die Möglichkeit hatten, zu ihren Holzlosen in der Kern- oder Pufferzone zu gelangen, eine Beihilfe in Form einer Subvention gewährt.

Diese Beihilfe deckt folgendes ab:

1° die Wertminderung von Holz, sowohl Laub- als auch Nadelholz, das zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Verkehrsverbotes bereits geschlagen worden war und nicht mehr entfernt werden konnte;

2° die Wertminderung von Fichten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Verkehrsverbotes gesund waren und die anschließend wegen ihres Befalls durch Borkenkäfer abgewertet wurden, weil sie nicht genutzt und entfernt werden konnten;

3° die Wertminderung von Fichten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Verkehrsverbotes bereits durch den Borkenkäfer befallen waren und die einen zusätzlichen Wertverlust erlitten haben, weil sie nicht genutzt und entfernt werden konnten.

Art. 3 - Die in Artikel 2 genannte Beihilfe kann gewährt werden:

1° der natürlichen Person, die hauptberuflich oder nebenberuflich eine Tätigkeit als Holzunternehmen ausübt, die das Recht erworben hat, Holz auf einer Parzelle in einem der Gebiete zu bewirtschaften, in denen der Verkehr im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest untersagt wurde, und die anhand von Buchungsunterlagen nachweist, dass sie im laufenden Kalenderjahr und im letzten vorangegangenen Kalenderjahr eine Tätigkeit als Holzunternehmen ausgeübt hat und weiterhin ausübt;

2° einer juristischen Person, die:

a) mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region hat und als Holzunternehmen tätig ist,

b) das Recht erworben hat, Holz auf einer Parzelle in einem der Gebiete zu bewirtschaften, in denen der Verkehr im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest untersagt wurde, und

c) die anhand von Buchungsunterlagen nachweist, dass sie im laufenden Kalenderjahr und im letzten vorangegangenen Kalenderjahr eine Tätigkeit als Holzunternehmen ausgeübt hat und weiterhin ausübt.

Art. 4 - Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen, muss der Antragsteller die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

1° das bzw. die vom Beihilfeantrag betroffene(n) Holzlos(e) ab dem 1. Januar 2016 in den in Artikel 2 Absatz 1 Ziffern und 2 genannten Fällen und ab dem 1. Juli 2018 in dem in Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 3 und in allen Fällen vor dem durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. September 2018 erlassenen Verbot des Verkehrs im Wald erworben haben;

2° durch aufeinanderfolgende Verbote des Verkehrs in den Wäldern, die seit dem 17. September 2018 im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest verhängt wurden, effektiv nicht die Möglichkeit gehabt haben, zu seinen Holzlosen zu gelangen;

3° die Zugangsgenehmigung gemäß Artikel 4 Paragraph 2 des Ministeriellen Erlasses vom 15. Januar 2019 oder die Zugangsgenehmigung gemäß Artikel 6 Paragraph 2 des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2019 beantragt haben oder diese gleichzeitig mit seinem Beihilfeantrag beantragt haben;

4° insbesondere für noch nicht geerntetes und durch stehendes den Borkenkäfer befallenes Nadelholz ein Exemplar des Verkaufskatalogs nach Kategorien zur Verfügung gestellt haben, der die betreffenden Nadelhölzer zum 31. März 2019 enthält, und alle nützlichen Informationen zur Verfügung gestellt haben, die ermöglichen, den Gesundheitszustand der betreffenden Bäume bis Mitte September 2018 zu ermitteln.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 ist die Bedingung nicht erfüllt, wenn der Antragsteller ein professioneller Betriebsinhaber ist, sich sein Los in der Pufferzone befindet und er beim Forstamtleiter keine Zugangsgenehmigung gemäß Artikel 4 des Ministeriellen Erlasses vom 12. Oktober 2018 vom 12. Oktober 2018, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, beantragt hat, oder wenn er sie beantragt und erhalten hat.

Art. 5 - Der Beihilfeantrag ist bis zum 31. Dezember 2019 per Einschreiben an die Dienststelle und das OEWB zu richten und muss folgende Angaben enthalten:

1° Identifizierung, Rechtsstellung und Kontaktdaten des Antragstellers;

2° Identifizierung des oder der von dem Antrag betroffenen Holzlose anhand aller relevanten Angaben: Ortslage, vollständige Katasternummern, Forstabschnitt usw. sowie deren genaue Lage auf einer Karte im Maßstab 1/10.000;

3° Datum und Kaufnachweis des oder der von dem Antrag betroffenen Holzlose sowie eine Kopie des Verkaufskatalogs oder der Anzeige;

4° Identifizierung und Kontaktdaten des Verkäufers;

5° Menge und Kaufpreis des oder der Lose unter Berücksichtigung der geschätzten Holzqualität und ihrer Bestimmung (Bauholz für Sägewerke, Brennholz, Zerkleinerung);

6° Prozentsatz des Käferholzes am 15. September 2018 einerseits und zum Zeitpunkt der Antragstellung andererseits auf der Grundlage aller möglichen Belege oder andernfalls einer ehrenwörtlichen Erklärung;

7° in dem in Artikel 2 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Fall eine Angabe der anfänglichen zu verarbeitenden Holzmenge, der bereits verarbeiteten und geräumten Menge und der verbleibenden zu räumenden geschlagenen Menge sowie eine Schätzung der Verteilung dieser Mengen nach Arten;

8° gegebenenfalls Angabe des Namens und der Kontaktdaten der Versicherungsgesellschaft, die den Antragsteller für Risiken im Zusammenhang mit der Holzgewinnung oder dem Verlust von Einkommen deckt, und Mitteilung aus eigener Initiative, sobald wie möglich, über den Betrag der im Rahmen der Versicherung erhaltenen Beträge, die die gleichen Kosten decken wie die vorliegende Beihilfe, belegt durch alle zweckdienlichen Dokumente;

9° wenn das Holz vom Antragsteller weiterverkauft wird, Mitteilung über den erzielten Verkaufsbetrag, belegt durch alle zweckdienlichen Dokumente, um dies bei der Bestimmung des Restwertes zu berücksichtigen;

10° Abgabe einer ausgefüllten Erklärung auf Ehrenwort gemäß Anhang 1.

Wurden dem OEWB im Rahmen des im November 2018 organisierten Aufrufs zur Interessenbekundung bereits alle oder einige der oben genannten Angaben mitgeteilt, so kann der Antragsteller nur die Angaben übermitteln, die er als fehlend identifiziert hat.

Das OEWB prüft den Beihilfeantrag auf der Grundlage der vom Antragsteller gemachten Angaben und informiert die Dienststelle über das Ergebnis seiner Prüfung.

Das OEWB informiert den Antragsteller innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags über die Unzulässigkeit oder Unvollständigkeit seines Antrags. Der Antragsteller muss dem OEWB die fehlenden Informationen innerhalb von 10 Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Vervollständigung der Akte vorlegen, da sein Antrag ansonsten unzulässig ist.

KAPITEL II — *Berechnungsmethoden*

Art. 6 - § 1. Die für jedes Los berücksichtigte Wertminderung ist diejenige, die höchstens in den sechs Monaten nach Inkrafttreten des Zugangsverbots zu diesem Los eingetreten ist.

Wurde jedoch die in Artikel 4 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 15. Januar 2019 oder in Artikel 6 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2019 genannte Genehmigung vom Forstamtleiter verweigert, so wird der für die Schätzung der Wertminderung berücksichtigte Zeitraum bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem die Zugangsgenehmigung endgültig erteilt wird.

§ 2. Abhängig von der in Artikel 2 Absatz 2 vorgesehenen Situation, die für den Antragsteller gilt, wendet der Minister eine der folgenden von dem OEWB definierten Berechnungsmethoden an:

1° In Bezug auf den anfänglichen Wertverlust von geschlagenem Holz, sowohl Laub- als auch Nadelholz, das nicht geräumt werden konnte, besteht der Wert des im Schlag verbleibenden Holzes aus dem eigentlichen Wert des Holzes (Materialanteil) zuzüglich des Werts der bereits an diesem geschlagenen Holz durchgeführten Arbeiten (Leistungsanteil).

1. Der Materialanteil wird wie folgt berechnet:

Für jedes gekaufte Los, das sich in der durch das Verkehrsverbot betroffenen Zone befindet, unterscheidet sich die Berechnungsmethode für den Materialanteil je nachdem, ob das Los vollständig im Schlag geschlagen wird, oder nur ein Teil davon im Schlag verbleibt:

1. Fall: Das gekaufte Los wird vollständig geschlagen und verbleibt im Schlag.

In diesem Fall entspricht der Wert des geschlagenen Holzes dem Gesamtkaufpreis des Loses (inklusive Kosten, ohne Mehrwertsteuer).

2. Fall: Nur ein Teil des gekauften Loses wird geschlagen und befindet sich noch im Schlag (ein Teil des Holzes wurde bereits entfernt oder steht noch).

In diesem Fall wird der Wert des geschlagenen Holzes, das sich noch im Schlag befindet, anhand von Methoden geschätzt, die unterschiedlich sind, je nachdem, ob die Holzlose aus einer oder mehreren Arten, aus nicht entrindetem Stammholz oder aus Kronenholz bestehen:

a) nur eine Art war in dem geschlagenen Los vorhanden: Der Wert des Holzes wird geschätzt, indem das im Schlag verbleibende Volumen mit dem durchschnittlichen Kaufpreis des betreffenden Loses multipliziert wird;

b) mehrere Arten waren in dem geschlagenen Los vorhanden:

i. das verbleibende Holz ist nicht entrindetes Stammholz: Der Wert des Holzes wird geschätzt, indem das Volumen jeder im Schlag verbliebenen Art mit dem Preis von einem m³ der betreffenden Art auf der Grundlage der Durchschnittspreise dieser Art entsprechend dem Volumen des durchschnittlichen Baumes im Los (Verkaufsjahr) multipliziert wird;

ii. das verbleibende Holz ist Kronenholz, das gesamte nicht entrindete Stammholz wurde entfernt: Der Wert des Kronenholzes wird geschätzt, indem das Volumen des im Schlag verbleibenden Kronenholzes mit einer Pauschale von 14€/m³ multipliziert wird.

2. Der Wert der bereits geleisteten Arbeit an diesem geschlagenen Holz, das sich noch im Schlag befindet, wird wie folgt bestimmt:

Für jedes gekaufte Los, das sich in der durch das Verkehrsverbot betroffenen Zone befindet, unterscheidet sich die Berechnungsmethode für den Leistungsanteil je nachdem, ob das Unternehmen die Betriebsarbeiten an ein Subunternehmen vergeben hat oder selbst durchgeführt hat:

a) 1. Fall: Die Betriebsleistungen wurden an ein Subunternehmen vergeben.

In diesem Fall wird der Betrag des Leistungsanteils auf der Grundlage von Rechnungen von Subunternehmern und Zahlungsnachweisen ermittelt.

b) 2. Fall: Die Betriebsleistungen wurden vom betroffenen Unternehmen selbst erbracht. Es liegen keine Betriebsrechnungen für diese Lose vor.

In diesem Fall wird die Höhe des Leistungsanteils auf der Grundlage von Pauschalbeträgen ermittelt. Diese Pauschalbeträge wurden auf der Grundlage von Informationen aus der Branche und auf der Grundlage von Betriebsrechnungen, die im Rahmen der dem OEWB vorgelegten Schadensmeldungen eingereicht wurden, festgelegt. Sie sind wie folgt:

Pauschalbeträge	Laubbaumarten	Nadelbaumarten
Einschlag und Zerlegen	7€/m ³	10€/m ³
Rücken	7€/m ³	5€/m ³

2° In Bezug auf den anfänglichen Wertverlust von geschlagenem Holz, sowohl Laub- als auch Nadelholz, das zu einem Lagerplatz transportiert wurde, aber dann nicht abgeholt werden konnte, wird der Wert des in diesem Lagerplatz verbliebenen Holzes wie folgt berechnet:

1. Fall: Das Holz bleibt nach der Freigabe des Zugangs zum Lagerplatz unverkauft.

Der Wert dieses Holzes wird berechnet, indem die durchschnittliche Gewinnspanne des betreffenden Unternehmens vom Anfangswert der zum Verkauf stehenden Ware abgezogen wird. Der Ausgangswert des zum Verkauf stehenden Bestandes wird durch den Verkaufspreis des gesamten zusammengestellten und gelagerten Holzes (einschließlich der Gewinnspanne) bestimmt, während sich der Satz der Gewinnspanne aus der Division der gesamten Bruttogewinnspannen der letzten drei Jahre durch den Gesamtumsatz der letzten drei Jahre ergibt.

Beispiel: Anfangswert der zum Verkauf stehenden Bestände / 1,075 (wenn die Gewinnspanne 7,5% beträgt).

2. Fall: Das Holz wird nach der Freigabe des Zugangs zum Lagerplatz mit einer Reduzierung des Verkaufspreises verkauft.

Der entstandene Verlust errechnet sich aus der Differenz zwischen dem Anfangswert des zum Verkauf stehenden Bestandes und dem Wert des verkauften Bestands, von dem die durchschnittliche Gewinnspanne des Unternehmens abgezogen wird;

3° In Bezug auf den anfänglichen Wertverlust von noch nicht geerntetem und stehendem durch den Borkenkäfer befallenen Nadelholz ist die Berechnungsmethode folgende:

1. Bestimmung des Anfangswertes von einem m³ Fichte aus dem betreffenden Los

Für jedes gekaufte Los, das sich in der durch das Verkehrsverbot betroffenen Zone befindet, können zwei Verfahren zur Bestimmung des Durchschnittspreises pro 1 m³ Fichte angewandt werden, je nachdem, ob das Volumen der Lose aus mehr oder weniger als 80% Fichte besteht:

a) 1. Fall: Das Los besteht zu 80% oder mehr aus Fichte

Der Durchschnittspreis des m³ Fichte des Loses errechnet sich aus der Division des Kaufpreises des Loses durch das Gesamtvolumen des Loses (basierend auf dem Verkaufskatalog);

b) 2. Fall: Das Los besteht zu weniger als 80% aus Fichte (oder die Werte der Kaufpreise werden als anormal gewertet)

Der Wert des m³ Fichte des Loses wird auf der Grundlage der Durchschnittspreise für Fichte entsprechend dem Volumen des durchschnittlichen Baumes im Los (Verkaufsjahr) festgelegt.

2. Bewertung des Volumens der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten in jedem Los

In jedem Los ermöglicht eine Zählung vor Ort der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume, multipliziert mit dem Volumen des durchschnittlichen Baumes im Los, eine Schätzung des durch den Borkenkäfer befallenen Volumens (ohne die Anzahl Festmeter des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes zu ermitteln).

3. Berechnung des Volumens der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten seit dem Verkauf (basierend auf Informationen aus dem Katalog oder der Interpretation von Satellitenbildern, falls vorhanden).

Sind Informationen über das Volumen des zum Zeitpunkt des Verkaufs im Katalog bereits durch den Borkenkäfer befallenen Holzes verfügbar, wird das Gesamtvolumen des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes um das ursprünglich durch den Borkenkäfer befallene Volumen reduziert, um das Volumen zu berechnen, auf das der Schaden sich bezieht.

4. Bestimmung des Restwertes eines m³ durch den Borkenkäfer befallener Fichten

Ausgehend von den Umfangsklassen (gemessen in einer Höhe von 1m50) werden drei verschiedene Werte ermittelt (und auf der Grundlage des durchschnittlichen Holzes des betreffenden Loses umgerechnet):

- < 60: 5€/m³
- 60 – 90: 10€/m³
- > 90: 15€/m³

5. Berechnung der Höhe des Schadens

Die Höhe des Schadens entspricht dem Volumen der seit dem Verkauf durch den Borkenkäfer befallenen Fichten, multipliziert mit der Differenz zwischen dem Wert von 1 m³ Fichte aus dem Los beim Ankauf (siehe Punkt 1) und dem Restwert von 1 m³ durch den Borkenkäfer befallener Fichten (siehe Punkt 4).

§ 3. Die in Paragraph 2 genannte Beihilfe wird in Form einer Kapitalsubvention gewährt. Sie entspricht maximal 100% der festgestellten Verluste und ist in einer einzigen Tranche zahlbar.

Der Gesamtbetrag der in Absatz 1 genannten Beihilfe darf einen globalen Höchstbetrag von 200.000 EUR über einen Zeitraum von drei Steuerjahren nicht überschreiten, abzüglich des Betrags jeglicher "De-minimis"-Beihilfen, die während des laufenden Jahres und in den beiden vorangehenden Jahren gewährt wurden unter Berücksichtigung der Angaben in der Erklärung auf Ehrenwort gemäß Artikel 5 Absatz 1 Ziffer 10 des vorliegenden Erlasses.

§ 4. Der Betrag der Beihilfe für Holzunternehmen darf nicht mit anderen Beihilfen für den gleichen Zweck kumuliert werden.

Titel III — Beihilfe für Waldeigentümer

KAPITEL I — Bedingungen für die Gewährung der Unterstützungsmaßnahme und Verpflichtungen der Waldeigentümer

Art. 7 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel wird den Waldeigentümern, die aufgrund aufeinanderfolgender Verbote des Verkehrs in den Wäldern, die vom 17. September 2018 bis 15. Januar 2019 im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Kraft waren, nicht die Möglichkeit hatten, den Verkauf ihrer Holzlose in der Kern- oder Pufferzone abzuschließen, eine Beihilfe gewährt.

Diese Beihilfe deckt folgendes ab:

1° die Wertminderung von Fichten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Verkehrsverbotes gesund waren und die anschließend wegen ihres Befalls durch Borkenkäfer abgewertet wurden, weil sie nicht verkauft und anschließend genutzt und entfernt werden konnten;

2° die Wertminderung von Fichten, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Verkehrsverbotes bereits durch den Borkenkäfer befallen waren und die einen zusätzlichen Wertverlust erlitten haben, weil sie nicht verkauft und anschließend genutzt und entfernt werden konnten.

Art. 8 - Die in Artikel 7 genannte Beihilfe kann der natürlichen oder juristischen Person gewährt werden, die Waldeigentümer in einer Parzelle ist, die sich in einem der Gebiete befindet, in denen der Verkehr im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest untersagt wurde, und die anhand eines spätestens am 17. September 2018 abgeschlossenen Verkaufskatalogs nachweist, dass sie im Begriff war, ihr Holz zum Verkauf anzubieten.

Art. 9 - Um in den Genuss der Beihilfe zu gelangen, muss der Antragsteller die folgenden kumulativen Bedingungen erfüllen:

1° den Eigentumsnachweis für die Parzelle vorlegen, die in dem Gebiet gelegen ist, in denen der Verkehr im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest untersagt wurde;

2° ein Exemplar des spätestens am 17. September 2018 abgeschlossenen Verkaufskatalogs nach Kategorien mit den betreffenden Nadelhölzern übermitteln und alle nützlichen Informationen zur Verfügung zu stellen, die ermöglichen, den Gesundheitszustand der betreffenden Bäume am 17. September 2018 zu ermitteln;

3° mit allen rechtlichen Mitteln nachzuweisen, dass der Antragsteller vor der Entscheidung vom 17. September 2018 über das Verbot des Verkehrs im Wald im Begriff war, sein Nadelholz zum Verkauf anzubieten.

Art. 10 - Der Beihilfeantrag ist bis zum 31. Dezember 2019 per Einschreiben an die Dienststelle und das OEWB zu richten und muss folgende Angaben enthalten:

1° Identifizierung, Rechtsstellung und Kontaktdaten des Antragstellers;

2° Identifizierung des oder der von dem Antrag betroffenen Holzlos(e) anhand aller relevanten Daten: Ortslage, vollständige Katasternummern, Forstabschnitt usw. sowie deren genaue Lage auf einer Karte im Maßstab 1/10.000;

3° Exemplar des Verkaufskatalogs;

4° eine Kopie der Bekanntmachung oder alle Belege dafür, dass der Antragsteller vor der Entscheidung vom 17. September 2018 über das Verbot des Verkehrs im Wald im Begriff war, sein Nadelholz zum Verkauf anzubieten;

5° Menge und Kaufpreis des oder der Lose unter Berücksichtigung der geschätzten Holzqualität;

6° Prozentsatz des Käferholzes am 17. September 2018 auf der Grundlage aller möglichen Belege oder andernfalls einer ehrenwörtlichen Erklärung;

7° gegebenenfalls Angabe des Namens und der Kontaktdaten der Versicherungsgesellschaft, die den Antragsteller für Risiken im Zusammenhang mit der Holztätigkeit oder dem Verlust von Einkommen deckt, und Mitteilung aus eigener Initiative, sobald wie möglich, über den Betrag der im Rahmen der Versicherung erhaltenen Beträge, die die gleichen Kosten decken wie diese Beihilfe, belegt durch alle zweckdienlichen Dokumente;

8° wenn das Holz vom Antragsteller weiterverkauft wird, Mitteilung über den erzielten Verkaufsbetrag, belegt durch alle zweckdienlichen Dokumente, um ihn bei der Bestimmung des Restwertes zu berücksichtigen.

Das OEWB prüft den Beihilfeantrag auf der Grundlage der vom Antragsteller gemachten Angaben und informiert die Dienststelle über das Ergebnis seiner Prüfung.

Das OEWB informiert den Antragsteller innerhalb von 20 Werktagen nach Eingang des Antrags über die Unzulässigkeit oder Unvollständigkeit seines Antrags. Der Antragsteller muss dem OEWB die fehlenden Informationen innerhalb von 10 Werktagen nach Erhalt des Antrags auf Vervollständigung der Akte vorlegen, da sein Antrag ansonsten unzulässig ist.

KAPITEL II — *Berechnungsmethoden*

Art. 11 - § 1. Die für jedes Los berücksichtigte Wertminderung ist diejenige, die höchstens in den sechs Monaten nach Inkrafttreten des Zugangsverbots zu diesem Los eingetreten ist.

§ 2. Abhängig von der in Artikel 7 Absatz 2 vorgesehenen Situation, die für den Antragsteller gilt, wendet der Minister die folgende von dem OEWB definierte Berechnungsmethoden an:

1. Bestimmung des Anfangswertes von einem m³ Fichte aus dem betreffenden Los

Für jedes Los, das sich in der durch das Verkehrsverbot betroffenen Zone befindet, können zwei Verfahren zur Bestimmung des Durchschnittspreises pro 1 m³ Fichte angewandt werden, je nachdem, ob das Volumen der Lose aus mehr oder weniger als 80% Fichte besteht:

a) 1. Fall: Das Los besteht zu 80% oder mehr aus Fichte

Der Durchschnittspreis des m³ Fichte des Loses errechnet sich aus der Division des auf der Grundlage des Marktpreises geschätzten Kaufpreises des Loses durch das Gesamtvolumen des Loses (basierend auf dem Verkaufskatalog);

b) 2. Fall: Das Los besteht zu weniger als 80% aus Fichte (oder die Werte der Kaufpreise werden als anormal gewertet)

Der Wert des m³ Fichte des Loses wird auf der Grundlage der auf der Grundlage des Marktpreises geschätzten Durchschnittspreise für Fichte entsprechend dem Volumen des durchschnittlichen Baumes im Los (Verkaufsjahr) festgelegt.

2. Bewertung des Volumens der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten in jedem Los

In jedem Los ermöglicht eine Zählung vor Ort der durch den Borkenkäfer befallenen Bäume, multipliziert mit dem Volumen des durchschnittlichen Baumes im Los, eine Schätzung des durch den Borkenkäfer befallenen Volumens (ohne die Anzahl Festmeter des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes zu ermitteln).

3. Berechnung des Volumens der durch den Borkenkäfer befallenen Fichten seit dem Verkauf (basierend auf Informationen aus dem Katalog oder der Interpretation von Satellitenbildern, falls vorhanden).

Sind Informationen über das Volumen des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes verfügbar, wird das Gesamtvolumen des durch den Borkenkäfer befallenen Holzes um das ursprünglich durch den Borkenkäfer befallene Volumen reduziert, um das Volumen zu berechnen, auf das der Schaden sich bezieht.

4. Bestimmung des Restwertes eines m³ durch den Borkenkäfer befallener Fichten

Ausgehend von den Umfangsklassen (gemessen in einer Höhe von 1m50) werden drei verschiedene Werte ermittelt (und auf der Grundlage des durchschnittlichen Holzes des betreffenden Loses umgerechnet):

- < 60 : 5€/m³

- 60 – 90 : 10€/m³

- > 90 : 15€/m³

5. Berechnung der Höhe des Schadens

Die Höhe des Schadens entspricht dem Volumen der seit der Übermittlung des Verkaufskatalogs an ein Holzunternehmen durch den Borkenkäfer befallenen Fichten, multipliziert mit der Differenz zwischen dem Wert von 1 m³ Fichte aus dem Los beim Ankauf (siehe Punkt 1) und dem Restwert von 1 m³ durch den Borkenkäfer befallener Fichten (siehe Punkt 4).

§ 3. Unbeschadet der Berechnungsmethode nach Paragraph 2 ist der Gesamtbetrag der jeweils für die betroffenen Waldeigentümer zu gewährenden Beihilfen auf einen globalen Höchstbetrag von 200.000,00 EUR über einen Zeitraum von drei Geschäftsjahren begrenzt.

Titel IV — *Gemeinsame Bestimmungen*

KAPITEL I — *Prüfung des Antrags, Notifizierung der Entscheidung, mögliche Beschwerde und Zahlung der Entschädigung*

Art. 12 - Die Dienststelle prüft den Beihilfeantrag auf der Grundlage der vom Antragsteller übermittelten und von dem OEWB überprüften Informationen gemäß Artikel 5 für Forstunternehmen und Artikel 9 für Waldeigentümer, aber auch auf der Grundlage der Daten und Dokumente, zu denen sie Zugang hat oder auf über die sie verfügt. Die erhaltenen Informationen können insbesondere durch Luft- oder Satellitenbilder überprüft oder ergänzt werden.

Allein durch die Einreichung seines Antrags ermächtigt der Antragsteller auch die Dienststelle und das OEWB, ohne vorherige Ankündigung vor Ort die Einhaltung der Gewährungsbedingungen zu überprüfen. Der Widerspruch gegen diese Prüfung oder die Angabe falscher Standortdaten führt zur Ablehnung oder Wiedereinziehung der Entschädigung.

Art. 13 - Nachdem das OEWB jede einzelne Akte des Antragstellers geprüft hat, die der Dienststelle übermittelt und von ihr geprüft wurde, teilt diese die Entscheidung über den Beihilfeantrag und den gewährten Beihilfebetrug innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen nach Eingang des von der OEWB als vollständig erachteten Antrags mit.

Art. 14 - Der Antragsteller verfügt über eine Frist von 30 Tagen nach Eingang der Notifizierung, um gegen die notifizierte Entscheidung Beschwerde einzulegen, sei es, um die Ablehnung der Beihilfegewährung zu beanstanden, sei es, um die bei der Berechnung der erlittenen Wertminderung berücksichtigten Sachverhalte zu beanstanden oder um die vorgenommene Berechnung zu beanstanden.

Die Beschwerde ist beim Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen einzureichen und wird durch alle zweckdienlichen Unterlagen bekräftigt.

Der Antragsteller kann auf eigene Kosten einen unabhängigen Sachverständigen hinzuziehen, um die Wertminderung zu schätzen. In diesem Fall ist eine detaillierte Beschreibung der angewandten Methodik und der berücksichtigten Elemente schriftlich vorzulegen.

Der Antragsteller kann, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von dem Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen angehört werden.

Die Beschwerdeakte wird zusammen mit der Stellungnahme des Generalinspektors der Abteilung Natur und Forstwesen an den Minister weitergeleitet.

Der Minister entscheidet über die Beschwerde innerhalb eines Monats nach Eingang der Beschwerde. Er übermittelt der Dienststelle eine Kopie seiner Entscheidung gleichzeitig mit der Mitteilung der Entscheidung über die Beschwerde an das Forstunternehmen.

Die Einreichung einer Beschwerde setzt die in Artikel 15 vorgesehene Zahlung bis zur Mitteilung der Entscheidung über die Beschwerde aus, verlängert aber nicht die Frist für die Berücksichtigung der in den Artikeln 6 und 11 vorgesehenen Wertminderung.

Art. 15 - § 1. Bei den Forstunternehmern wird die Beihilfe am Ende der Verwertung und Beseitigung des Holzes vollständig gezahlt.

Der Antragsteller hat der Dienststelle das Ende der Verwertung und Beseitigung des Holzes durch Übermittlung einer Kopie der Betriebsentlastungen mitzuteilen.

§ 2. Was die Forstbesitzer betrifft, so wird die Beihilfe vollständig ausgezahlt, sobald die Dienststelle den Forstbesitzer benachrichtigt und nach den Verfahren des Artikels 8.

§ 3. Der in den Paragraphen 1 und 2 genannte Beihilfebetrug wird von Rechts wegen durch die Dienststelle gekürzt:

- um den Betrag zu berücksichtigen, den der Betreiber von einem Versicherungsunternehmen erhalten hat, wenn er sich auf die gleichen förderfähigen Kosten bezieht, und

- gemäß den Verfahren des Artikels 6 Absatz 3, so dass die gewährte Beihilfe den maximalen Gesamtbetrag von 200.000 EUR nicht überschreitet.

Es können keine Verzugszinsen geltend gemacht werden, wenn eine der Zahlungen gemäß den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Regeln ausgesetzt wird oder sich ihre Ausführung verzögert.

§ 4. Der Zahlung der Beihilfe an die Forstunternehmen ist eine "de minimis"-Bescheinigung beizufügen, die die Dienststelle dem Beihilfeempfänger nach dem Muster in Anhang 2 übermittelt.

Art. 16 - § 1. Stellt die Dienststelle oder das OEWB fest, dass der Antragsteller die Informationen nicht zur Verfügung gestellt hat, oder sind die in Artikel 5 Absatz 1 Ziffern 1, 8 bis 10 oder in Artikel 10 genannten Informationen falsch, so wird die Beihilfe entweder abgelehnt oder auf irgendeine Weise, einschließlich eines Ausgleichs, zurückgefordert.

Bei Forstunternehmen führt die Nichteinhaltung der Bedingungen und Anweisungen der Genehmigung gemäß Artikel 4 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 15. Januar 2019 oder Artikel 6 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2019 auch zur Nichtzahlung der in Artikel 10 genannten Entschädigung.

§ 2. Der Beihilfeempfänger, der nach Absatz 1 zur Rückzahlung der Beihilfe verpflichtet ist, zahlt den ursprünglich erhaltenen Betrag zurück, der auf der Grundlage des Verbraucherpreisindex angepasst wurde, wobei der Anfangsindex derjenige ist, der am Tag der Zahlung der Entschädigung gültig ist. Der zu erstattende Betrag ist nach dem dem Beihilfeempfänger mitgeteilten Verfahren auf das Konto des Generaleinnehmers des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu überweisen.

Titel V — Schlussbestimmungen

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und am 31. Dezember 2020 außer Kraft.

Art. 18 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Forstwesen und ländliche Angelegenheiten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Anhang 1 EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS**EHRENWÖRTLICHE ERKLÄRUNG DES UNTERNEHMENS****Gewährte und künftige De-minimis-Beihilfen**

Sie werden bald eine Beihilfe der Wallonischen Region erhalten. Die Beihilfen an Unternehmen unterliegen den Regelungen der Europäischen Kommission, damit sie den Wettbewerb nicht verzerren. Die vorliegende Beihilfe gilt als De-minimis-Beihilfe im Sinne der Europäischen Gesetzgebung. Unter Gefahr der zwangsweisen Rückzahlung des erhaltenen Betrags darf der Betrag der erhaltenen De-minimis-Beihilfen einen bestimmten Höchstbetrag nicht überschreiten, der vom Tätigkeitssektor abhängt. Zwecks der Prüfung, dass dieser Höchstbetrag nicht überschritten wurde, werden Sie gebeten, das nachstehende Dokument auszufüllen.

1. Allgemeine Angaben

Unternehmensnummer

□□□□-□□□□-□□□□

Infos à compléter par l'autorité subsidiante

 Natürliche Person (Selbständiger)

Herrn/Frau (Name und Vorname) von der bezuschussenden Behörde auszufüllen

 Juristische Person (Gesellschaft)

Name der Gesellschaft

.....

Rechtsform

 Kontaktperson

Herr / Frau (Name und Vorname)

.....

Telefon/Handy:

.....

2. Beteiligungen und Zusammensetzung des Kapitals

Bei der Festsetzung der Schwelle werden alle De-minimis-Beihilfen berücksichtigt, die auf der Ebene des **Einzelunternehmens** gewährt werden. Wenn Ihr Unternehmen mit einem oder mehreren anderen Unternehmen (Beteiligungen, Verbände, Stimmrechte,...) verbunden ist, füllen Sie den Anhang aus. Andernfalls fahren Sie mit Schritt 3 fort.

3. Tätigkeiten des Unternehmens

Die Anwendung der De-minimis-Regelungen ist je nach dem Bereich, in dem das Unternehmen tätig ist, unterschiedlich. Ist das Unternehmen in einem dieser Bereiche tätig (*kreuzen Sie das Kästchen an, falls zutreffend*)?

Das Unternehmen ist in den Bereichen **Fischerei und Aquakultur tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den Codes 03 der NACE-BEL-Codes)**

Das Unternehmen ist im Bereich der Primärproduktion von landwirtschaftlichen Erzeugnissen tätig (im Zweifelsfall: diese Tätigkeiten entsprechen den Codes **01.1 bis 01.5 der NACE-BEL-Codes**).

Das Unternehmen ist im Bereich des **gewerblichen Güterkraftverkehrs** tätig.

N.B.: Der/die NACE-Code(e) des Unternehmens kann/können bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen unter "BCE public Search" eingesehen werden, die über den folgenden Link zugänglich sind: <http://kbopub.economie.fgov.be/kbopub/zoeknaamfonetischform.html>

4. . Informationen über De-minimis-Beihilfen

Um Beihilfen nach den De-minimis-Regeln zu gewähren, ist es notwendig, die anderen De-minimis-Beihilfen zu berücksichtigen, die dem Unternehmen im laufenden Steuerjahr, aber auch in den letzten beiden Steuerjahren gewährt wurden. Bitte füllen Sie die folgende Tabelle aus, wenn Sie in diesem Zeitraum eine De-minimis-Beihilfe erhalten haben. Zu diesem Zweck ist der Begriff eines Einzelunternehmens zu berücksichtigen, der unter Punkt 2 oben erläutert wurde.

N.B.: Um herauszufinden, ob es sich bei einer früheren Beihilfe um eine De-minimis-Beihilfe handelt, hat Ihnen die bezuschussende Behörde eine De-minimis-Beihilfe-Bescheinigung ausgestellt, aus der hervorgeht, nach welcher Verordnung diese Beihilfe gezahlt wird: Allgemein, Fischerei, Landwirtschaft, Dienstleistungen von allgemeinem Interesse (DAI).

Bereits erhaltene und in Bearbeitung befindliche Beihilfen:

Datum des Beschlusses	Empfänger	Durch den Antrag betroffene De-Minimis-Regelung	Gegenstand der Beihilfe	Bezuschussende Behörde	Betrag in EUR
□□/□□/□□		EUR
				
				
				
				
				
				
				
				
				

GESAMT:EUR

Ich Unterzeichneter, (Name und Vorname), gesetzlicher Vertreter als des Empfängers (Unternehmensnummer und Gesellschaftszweck/Bezeichnung), rechtlich befugt, die Gesellschaft zu verpflichten, bescheinige hiermit auf Ehrenwort, dass die untenstehende Liste der Informationen korrekt und vollständig ist.

Ich verpflichte mich, die Bescheinigungen über die oben genannten Bestimmungen auf Antrag der Verwaltung zur Verfügung zu stellen.

Mir ist bekannt, dass, wenn die von meinem Unternehmen gemachten Angaben unrichtig sind, die auf ihrer Grundlage erhaltenen Beihilfen zurückgezahlt werden müssen.

Geschehen zu, am

(Unterschrift)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 zur Gewährung einer Beihilfe zugunsten der Holzunternehmen und der Eigentümer, die durch das Verbot des Verkehrs im Wald in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet Schaden erlitten haben, beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

Anhang 2 De-minimis-Bescheinigung**DE-MINIMIS-BESCHEINIGUNG**

Hiermit bestätigen wir, dass es sich bei der dem Unternehmen (Unternehmensnummer und Bezeichnung) gewährten Beihilfe um eine **De-minimis-Beihilfe** handelt im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, Amtsblatt der Europäischen Union Nr. 352/8 vom 24. Dezember 2013, S. 1-8.

Der Betrag dieser Beihilfe beläuft sich auf Euro. Sie wird am gewährt.

Gegebenenfalls ist dieser Betrag in jeder ehrenwörtlichen De-minimis-Bescheinigung anzugeben, die angesichts der Gewährung einer weiteren De-minimis-Beihilfe ausgefüllt wird.¹

Bezuschussende Behörde:

Für den ÖDW, ÖDW Naturschätze und Umwelt die
Abteilung Natur und Forstwesen der operativen
Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und
Umwelt,

Name der Person, die das Dokument unterzeichnet (= des
mit der Akte beauftragten Bediensteten):

Geschehen am:

Unterschrift:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juni 2019 zur Gewährung einer Beihilfe zugunsten der Holzunternehmen und der Eigentümer, die durch das Verbot des Verkehrs im Wald in dem von der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiet Schaden erlitten haben, beigefügt zu werden.

Namur, den 20. Juni 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

¹ Das vorliegende Dokument (oder die Information, die es beinhaltet) ist während drei Steuerjahren aufzubewahren !

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/41285]

20 JUNI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een tegemoetkoming aan de bosuitbaters en aan de eigenaren die schade geleden hebben wegens het verkeersverbod in de bossen en wouden, in het door Afrikaanse varkenspest besmette gebied

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de *minimis*steun ;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20 ;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof, op de artikelen 11 tot 14 ;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 1, lid 2, 2°, en 36 ;

Gelet op het decreet van het Waals Parlement van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017 ;

Gelet op het decreet van het Waals Parlement van 30 november 2018 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 augustus 2017 houdende regeling van de werking van de Regering ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 april 2019 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 4 april 2019 ;

Gelet op het rapport van 11 oktober 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op advies nr. 66.095 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende dat de wouden in Wallonië sinds de zomer van 2018, wegens klimaatomstandigheden, aangetast zijn door een schadelijk insect dat naaldbomen aantast, de schorskever ofte *ips typographus* ;

Overwegende dat de ontwikkelingsdynamiek gevolgd door dit insectenbestand exponentieel is : iedere boom, aangetast door enkele honderden schorskevers, geeft aanleiding, zes tot acht weken later, tot de geboorte van tienduizenden insecten die dan weer andere bomen koloniseren ;

Dat de nieuwe aantastingen enerzijds naburige bomen innemen, waardoor de haarden nog in omvang uitbreiden, en anderzijds overspringen naar naburige en verder gelegen boombestanden, waardoor het woekeren verder toeneemt ;

Dat het in de besmette gebieden om een sanitaire crisis gaat die bovenop de Afrikaanse varkenspest komt ;

Overwegende dat de afvoer van aangetast hout als enig strijdmiddel tegen de massale kolonisering van naaldbomen door schorskevers geldt, ongeacht of het om staande of reeds geveld bomen gaat ;

Overwegende dat het afvoeren van aangetast hout een maatregel is die tot de instandhouding en bescherming van het ecosysteem bijdraagt in het besmette gebied, evenals in de wouden van Wallonië in het algemeen, om met name te voorkomen dat de bosbestanden op lange termijn en voortdurend ontregeld zouden worden, dat het eigendommenbeheer verstoord zou worden en dat de landschappen eronder zouden lijden ;

Overwegende dat het evenwel sinds 13 september 2018 in de Gaumestreek niet meer mogelijk is het door de schorskever aangevreten hout te verwijderen, daar dit de datum was waarop een primair geval van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen is aangetroffen ;

Overwegende dat de Waalse Regering onmiddellijk meerdere maatregelen heeft moeten treffen om de verspreiding van deze ziekte tegen te gaan, waaronder het afbakenen van een besmet gebied en het nemen toegespitste maatregelen ;

Overwegende dat het verkeer in bossen en wouden gelabeld werd als reëel risicodragend inzake verspreiding van de wilde zwijnen en bijgevolg de Afrikaanse varkenspest en dat er derhalve een verkeersverbod is opgelegd bij verschillende, opeenvolgende ministeriële besluiten, allen genomen overeenkomstig artikel 14 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, met als bijlagen de afbakeningen van betrokken kern- en buffergebieden :

- ministerieel besluit van 17 september 2018 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

- ministerieel besluit van 21 september 2018 tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 september 2018 om houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

- ministerieel besluit van 12 oktober 2018 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;
- ministerieel besluit van 14 november 2018 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;
- ministerieel besluit van 15 januari 2019 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;
- ministerieel besluit van 13 maart 2019 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

Overwegende dat het verkeersverbod in de bossen en wouden, in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied, de bosuitbaters die in dit gebied bedrijvig zijn, verhinderd heeft om vanaf aanneming ervan toegang te hebben tot de door hen verworven boskavels en dat zij daardoor niet hebben kunnen zorgen voor het vellen en uitslepen van niet geëxploiteerd, door de schorskever aangetast staand naaldhout of voor het afvoeren van reeds omgehakt loof- en naaldhout ;

Overwegende dat het verkeersverbod, hoewel dit verantwoord is en kan worden wegens de virulentie van de Afrikaanse varkenspest en de beperkte bestrijdingsmiddelen die ingezet kunnen worden, het ecosysteem van de bosbestanden impacteert en voor de bosexploitanten en -eigenaren aanzienlijke economische gevolgen heeft gelet op een hoge inkomstenderving ;

Overwegende dat de prijs van het aangetast staand houdt merklijk lager is dan de prijs van gezond hout op de markt ;

Overwegende dat het geveld, maar nog niet afgevoerd hout bovendien ook in waarde daalt, los van het schorskeverprobleem, wegens blootstelling aan klimaatvariaties, geheel in het bijzonder wanneer het geveld hout bedoeld was voor houtzagerijen, waar het tot timmerhout wordt verwerkt ;

Overwegende dat dit economisch verlies voor de sector onhoudbaar is en het economisch overleven van talrijke bosuitbaters en -eigenaren in het gedrang zou kunnen brengen, vooral in een context waarin er op korte termijn naar verwachting geen enkele verbetering in zicht is daar de piek van de Afrikaanse varkenspest in het besmette gebied nog niet is bereikt en voor zover nog twee jaren bijgeteld moeten worden vanaf de dag waarop, in dat gebied, het laatste wild zwijn aangetroffen of gedood zal worden vooraleer te kunnen stellen dat het virus in het gebied niet meer besmettelijk is of opnieuw zal opduiken, met als automatisch gevolg dat het bosverkeer zo beperkt mogelijk zal moeten blijven gedurende die hele periode ;

Overwegende dat, rekening houdend met de evolutie van de epidemie van Afrikaanse varkenspest enerzijds en met het buitengewoon woekeren van de schorskevers als vastgesteld in de besmette gebieden anderzijds bij ministerieel besluit van 15 januari 2019, artikel 4, bepaald wordt dat er met inachtneming van welomschreven voorwaarden van dat algemeen verbod op het bosverkeer enkel afgeweken kan worden om dringende taken als de inventaris, het merken en de exploitatie van aangetast hout mogelijk te maken ;

Overwegende dat diezelfde afwijking, met dezelfde voorwaarden opgelegd, opgenomen is in artikel 6 van het ministerieel besluit aangenomen op 13 maart 2019 waarmee het ministerieel besluit van 15 januari 2019 opgeheven wordt ;

Overwegende dat die afwijking een antwoord kan bieden op de dubbele problematiek van de bescherming en instandhouding van het ecosysteem en de hervatting in zekere mate van de economische activiteiten van de boseigenaren en -uitbaters door de afvoer van omgehakt en/of staand aangetast hout evenals door de afvoer van geveld loofhout ;

Overwegende dat het dus in het belang van boseigenaar en -uitbater is om het aangetast naaldhout zo spoedig mogelijk af te voeren ;

Overwegende dat het economisch verlies van deze uitbaters niet van aard is om ze ervan te overtuigen het aangetast hout in bos en woud te laten, op gevaar af dat de nood aan bescherming van het bosecosysteem niet wordt gedekt ;

Dat de bosuitbaters en -eigenaren een centrale rol spelen in het beheer van aangetast hout door de inventaris, het merken en het afvoeren ervan ;

Dat de bescherming en de instandhouding van het bosecosysteem in afwezigheid van deze filière niet gewaarborgd zou kunnen worden ;

Gelet, bijgevolg, op de noodzaak om de bosuitbaters die in het met Afrikaanse varkenspest besmette gebied nadeel ondervonden hebben, schadeloos te stellen rekening houdend met de leefbaarheidsproblemen die de preventieve maatregelen ter bestrijding van deze ziekte hebben veroorzaakt en zullen veroorzaken voor sommige ondernemingen indien er niet in een tegemoetkoming wordt voorzien ;

Overwegende dat de steunmaatregel, bepaald bij dit besluit, ertoe strekt de boseigenaren en -uitbaters een tegemoetkoming te verlenen, voor laatstgenoemden in de vorm van een *de minimis* steun om voor zover als mogelijk te voorzien in een compensatie voor het waardeverlies van hun staand harshout en hun geveld loof- en harshout dat niet afgevoerd is kunnen worden en ze ertoe aan te zetten het aangetast hout af te voeren met als doel het ecosysteem te beschermen ;

Overwegende dat het geleden verlies dus nauw verband houdt met het beheer van de Afrikaanse varkenspest in het zuiden van de provincie Luxemburg ;

Dat het buitengewone omstandigheden betreft ;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Verordening (EU) nr. 1470/2013 van 18 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op *de minimis*steun;

2° Boswetboek : het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek ;

3° Dienst : het Departement Natuur en Bossen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;

4° ministerieel besluit van 15 januari 2019: het ministerieel besluit van 15 januari 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

5° ministerieel besluit van 13 maart 2019: het ministerieel besluit van 13 maart 2019 houdende een tijdelijk verbod op het verkeer in bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;

6° de Minister : de Minister bevoegd voor de bossen ;

7° « OEWB » : de « Office économique wallon du Bois ».

Titel II. — Steun verleend aan de bosuitbaters

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor het toekennen van de steunmaatregel en verplichtingen van de bosuitbaters

Art. 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en met inachtneming van de voorwaarden en verplichtingen, vastgesteld bij Verordening (EU) nr. 1470/2013 van 18 december 2013, wordt, in de vorm van een subsidie, steun verleend aan de bosuitbaters die verhinderd zijn geweest om toegang te krijgen tot hun boskavels, gelegen in ofwel het kerngebied ofwel het buffergebied, overeenkomstig de opeenvolgende verkeersverboden in wouden en bossen, geldend van 17 september 2018 tot en met 15 januari 2019 in het kader van de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest.

Met deze steun worden gedekt :

1° de waardevermindering van zowel loof- als naaldhout, reeds geveld op het tijdstip van inwerkingtreding van het verkeersverbod, en die niet afgevoerd zijn kunnen worden ;

2° de waardevermindering van epicea's die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het verkeersverbod gezond waren, en die vervolgens in waarde zijn gedaald wegens overwoekering door schorskevers, bij gebreke van mogelijkheid tot exploitatie en afvoer ;

3° de waardevermindering van epicea's die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het verkeersverbod reeds aangetast waren, en die bijkomend in waarde zijn gedaald bij gebreke van mogelijkheid tot exploitatie en afvoer.

Art. 3. Voor de steun als bedoeld in artikel 2 kan in aanmerking komen :

1° de natuurlijke persoon die een activiteit van bositbater uitvoert, als hoofd -of nevenactiviteit, die het recht verworven heeft om aan bositbating te doen op een perceel gelegen in één van de gebieden waar een verkeersverbod in bos en woud geldt wegens de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest en die ondersteund door boekhoudstukken aantoonst dat hij een activiteit van bositexploitant uitoefent en blijft uitoefenen in het lopende en in het laatst afgelopen kalenderjaar ;

2° de rechtspersoon die :

a) minstens één bedrijfszetel heeft in het Waalse Gewest en een activiteit uitoefent als bositbater ;

b) het recht verworven heeft om bossen uit te baten op een perceel gelegen in één van de gebieden waarin een verkeersverbod in bossen en wouden is opgelegd wegens maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest en

c) boekhoudstukken voorlegt die aantonen dat hij een activiteit als bositbater uitoefent en blijft uitoefenen in het lopende kalenderjaar en in de laatste twee afgelopen kalenderjaren.

Art. 4. Om voor de steun in aanmerking te kunnen komen, moet de aanvrager tegelijk voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de boskavel hebben verworven, waarop de steun betrekking heeft te rekenen van 1 januari 2016 in de gevallen bedoeld in artikel 2, lid 1, 1° en 2°, en te rekenen van 1 juli 2018 in het geval bedoeld in artikel 2, lid 1, 3°, en hoe dan ook voor het verkeersverbod in de bossen, opgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2018 ;

2° daadwerkelijk verhinderd zijn geweest om toegang tot het perceel te krijgen ten gevolge van de opeenvolgende verkeersverboden opgelegd sinds 17 september 2018, in het kader van de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest ;

3° al dan niet tegelijk met zijn steunaanvraag de toelating hebben gevraagd voor de toegang bepaald in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 15 januari 2019 of voor de toegang bepaald in artikel 6, § 2, van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 ;

4° betreffende, specifiek, het niet-uitgebaat, nog staand aangetast naaldhout, het afschrift van de verkoopscatalogus per categorie medegedeeld hebben, waarin de naaldhoutsoorten opgenomen zijn, vallend onder het besluit van 31 maart 2019, en elk nuttig gegeven voorleggen waaruit de gezondheidstoestand van de betrokken bomen half september 2018 blijkt.

Betreffende lid 1, 2°, is de voorwaarde niet vervuld als de aanvrager de hoedanigheid heeft van beroepsmatige uitbater, als zijn kavel in het buffergebied is gelegen en hij niet de in het ministerieel besluit van 12 oktober 2018 tot invoering van een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken bedoelde toelating tot toegang bij de houtvester heeft aangevraagd, of als hij ze aangevraagd en gekregen heeft.

Art. 5. De steunaanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de Dienst en aan « OEWB » gericht tegen 31 december 2019 en bevat volgende gegevens :

1° identificatie, hoedanigheid en persoonsgegevens van de aanvrager ;

2° identificatie van de boskavel(s) waarop de aanvraag betrekking heeft, met alle nuttige gegevens : plaatsnaam, volledig kadastraal perceelsnummer, boscompartiment, enz., evenals hun nauwkeurige ligging op schaal 1/10.000° ;

3° datum en bewijs van aankoop van de boskavel(s) waarop de aanvraag betrekking heeft, en afschrift van de verkoopscatalogus of van het bericht van verkoop ;

4° identificatie en persoonsgegevens van de verkoper ;

5° volume en prijs van aankoop van de kavel(s), rekening houdend met de geschatte kwaliteit van de bossen en bestemming (timmerhout voor houtzagerijen, stookhout, vezelhout) ;

6° percentage van aangetast hout op 15 september 2018 enerzijds en op het tijdstip van indiening van de aanvraag, anderzijds, op grond van elk mogelijk verantwoordingsgegeven of, bij ontstentenis, van een verklaring op erewoord ;

7° in het geval bedoeld in artikel 2, lid 2, 1°, de opgave van het initieel uit te baten houtvolume, het reeds uitgebate en afgevoerde volume, het nog af te voeren omgehakte volume, en de raming van die volumes per houtsoort ;

8° in voorkomend geval, de opgave van de naam en de adresgegevens van de verzekeringsmaatschappij die de aanvrager dekt voor de risico's verbonden aan de bosuitbating of de inkomstenderving, en mededeling op eigen initiatief, zo spoedig mogelijk, van het bedrag van de sommen geïnd in het kader van de verzekering ter dekking van dezelfde kosten als huidige steun, gestaafd met ieder nuttig stuk ;

9° als het hout door de aanvrager herverkocht wordt, mededeling van het verkregen verkoopbedrag, gestaafd door ieder nuttig stuk, om er rekening mee te houden in de bepaling van de restwaarde ;

10° de indiening van een verklaring op erewoord, in- en aangevuld zoals vermeld in bijlage 1.

Als de gegevens, hierboven opgegeven, geheel dan wel gedeeltelijk reeds aan « OEWB » medegedeeld zijn in het kader van de oproep tot het indienen van blijken van belangstelling, gorganiseerd in november 2018, kan de aanvrager enkel de gegevens mededelen die hij als ontbrekend aangemerkt heeft.

« OEWB » kijkt het steunaanvraagdossier na op grond van de gegevens verstrekt door de aanvrager en licht de Dienst in over het resultaat van zijn onderzoek.

« OEWB » licht de aanvrager in over de onontvankelijkheid of de onvolledigheid van zijn aanvrager, binnen een termijn van twintig werkdagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. De aanvrager dient, op straffe van onontvankelijkheid van zijn aanvraag, de ontbrekende informatie te verstrekken binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek van « OEWB » om het dossier verder aan te vullen.

HOOFDSTUK II. — *Berekeningsmethodes*

Art. 6. § 1. De waardevermindering waar voor elke kavel rekening mee wordt gehouden, is die welke plaatsgevonden heeft in de loop van hoogstens de zes maanden volgend op de inwerkingtreding van het toegangsverbod voor deze kavel.

Als de toelating bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 15 januari 2019 of de toelating bedoeld in artikel 6, § 2, van het ministerieel besluit van 13 maart 2019 evenwel door de houtvester is geweigerd, wordt de periode waarmee rekening wordt gehouden voor de schatting van de waardevermindering verlengd tot aan de datum waarop de toelating tot toegang uiteindelijk is afgeleverd.

§ 2. Afhankelijk van de toestand bepaald bij artikel 2, lid 2, die op de aanvrager van toepassing is, past de Minister één van volgende door « OEWB » bepaalde berekeningsmethodes toe :

1° voor wat betreft het initiële waardeverlies van omgehakt loof- en naaldhout die niet afgevoerd konden worden, bestaat de waarde van het gezaagd en gestapeld hout uit, enerzijds, de intrinsieke waarde van het hout (deel grondstof), waarbij wordt opgeteld de waarde van het werk dat reeds geleverd is op deze, omgehakte en gestapelde, houtstukken (deel prestaties).

1. Het deel grondstof wordt berekend als volgt :

Voor elke aangekochte kavel, gelegen in het gebied met een verkeersverbod, afhankelijk van het feit dat de kavel op de kapping volledig is omgehakt dan wel of er een slechts een deel op de kapping overblijft, verschilt de berekeningsmethode van het deel grondstof :

1° geval : de aangekochte kavel wordt volledig omgehakt en is op de kapping blijven liggen.

In dat geval komt de waarde van het hout op de kapping overeen met de totale aankoop prijs van de kavel (kosten meegerekend, BTW niet meegerekend).

2° geval : enkel een deel van de aangekochte kavel is omgehakt en blijft nog op de kapping liggen (bepaalde stukken zijn reeds afgevoerd of staan nog steeds recht).

In dat geval wordt de waarde van het omgehakte, nog gestapelde hout geschat met methodes die verschillen al naar gelang de houtkavels bestaan uit één of meerdere soorten, uit rondhout of kronen :

a) vormde één enkele soort de omgehakte kavel, dan wordt de waarde van het hout geschat door het volume dat nog op de kapping ligt, te vermenigvuldigen met de gemiddelde aankoop prijs van de betrokken kavel ;

b) de omgehakte kavel bestond uit meerdere houtsoorten :

i. het overig hout is rondhout : de waarde van het hout wordt geschat door het volume van elke soort die nog op de kapping ligt te vermenigvuldigen met de prijs van één m³ van de betrokken soort, met als grondslag de gemiddelde prijs van deze soort afgestemd op het volume van de gemiddelde boom van de kavel (jaar van verkoop) ;

ii. overig hout bestaat uit kruinen, alle rondhout is afgevoerd : de waarde van de kruinen wordt geschat door het volume van de kruinen die op de kapping zijn blijven liggen, te vermenigvuldigen met een forfaitair bedrag van 14€/m³.

2. De waarde van het werk dat reeds geleverd is op het omgehakte, op de kapping gebleven hout wordt bepaald als volgt :

Voor elke aangekochte kavel, gelegen in het gebied met een verkeersverbod, al naar gelang de uitbater de uitbatingswerkzaamheden in onderaanneming heeft laten uitvoeren of ze zelf heeft gedaan, verschilt de berekeningsmethode van het deel prestaties :

a) 1° geval : de uitbatingsprestaties verliepen in onderaanneming.

In dat geval wordt het bedrag van het deel prestaties bepaald op basis van de facturen van de onderaannemers en de betaalbewijzen.

b) 2° geval : de uitbatingsprestaties zijn uitgevoerd door de getroffen uitbater zelf. Hij heeft voor de uitbating geen facturen ter beschikking voor deze kavels.

In dat geval wordt het bedrag van het deel prestaties met forfaits bepaald. Deze forfaits zijn vastgelegd aan de hand van informatie uit de sector zelf en aan de hand van uitbatingsfacturen, die « OEWB » mocht ontvangen in het kader van aangiften van schadegevallen. Daarvoor gelden volgende forfaits :

Forfaits	Loof	Naald
Vellen en verzagen	7€/m ³	10€/m ³
Uitslepen	7€/m ³	5€/m ³

2° wat betreft het initiële waardeverlies van gezaagd loof- en naaldhout dat naar een opslag is afgevoerd zonder dat verdere afvoer doorgang heeft kunnen vinden, wordt de waarde van het hout, dat op de opslagplaats is blijven liggen, als volgt berekend :

1° geval : na heropening van de toegang tot de opslagplaats bleef het hout onverkocht.

De waarde van dat hout wordt berekend door aftrek van de gemiddelde marge van de betrokken onderneming, van de initiële voorraadwaarde bij verkoop. De initiële voorraadwaarde bij verkoop wordt bepaald door de verkoopprijs van de verzameling gecentraliseerd en gestockeerd hout (marge inbegrepen) terwijl het winstmargepercentage berekend wordt door het totaal van de brutomarge van de drie laatste werkjaren te delen door de totale omzet van de drie laatste werkjaren.

Voorbeeld: Initiële waarde van de voorraad bij de verkoop / 1,075 (als de winstmargepercentage 7,5% bedraagt).

2° geval : Het hout wordt verkocht na heropening van de toegang tot de opslagplaats met een vermindering van de verkoopprijs.

Het geleden verlies wordt berekend door het verschil te berekenen tussen de initiële waarde van de voorraad bij de verkoop en de waarde van de gedane verkoop, waarvan de gemiddelde winstmarge van de onderneming wordt afgetrokken ;

3° voor wat betreft het initiële waardeverlies van nog niet uitgebaat, nog staand, door de schorskever aangetast naaldhout is de berekeningsmethodologie de volgende :

1. De initiële waarde van één m³ sparrehout van de betrokken kavel bepalen

Voor iedere kavel, aangekocht in een gebied met verkeersverbod, zijn twee methodes mogelijk om de gemiddelde prijs voor 1m³ sparrehout te bepalen, al naar gelang het volume van de kavels bestaat uit meer of minder dan 80% sparrehout :

a) 1° geval : de kavel bestaat uit 80%, en meer, van het volume sparrehout

De gemiddelde prijs van de m³ sparrehout van de kavel wordt berekend, door de aankoopprijs van de kavel te delen door het totale volume van de kavel (op basis van de verkoops catalogus) ;

b) 2° geval : de kavel bestaat uit minder dan 80% van het volume sparrehout (of de waarden van de aankooprijzen worden als abnormaal beschouwd)

De prijs van de m³ sparrehout van de kavel wordt bepaald op grond van de gemiddelde sparrehoutprijzen in functie van het volume van de gemiddelde boom van de kavel (jaar van de verkoop).

2. Het volume door de schorskever aangetast hout in elke kavel schatten

Voor elke kavel wordt een telling te velde van het aantal, door de schorskever aangetast hout, vermenigvuldigd met het volume van de gemiddelde boom van de kavel, verricht om het volume, dat door de schorskever is aangetast, te schatten (zonder kubering van het aangetast hout).

3. Het volume van door de schorskever aangetast sparrehout sinds de verkoop berekenen (op grond van informatie uit de catalogus of van interpretatie van satellietfoto's indien beschikbaar)

Als er aanwijzingen bestaan, dat een volume hout reeds bij de verkoop, in de catalogus door de schorskever was aangetast, dan wordt het totaalvolume van door de schorskever aangetast hout verminderd met het initieel aangetaste hout om het volume te berekenen dat nadeel heeft geleden.

4. De restwaarde van één m³ door de schorskever aangetast sparrehout bepalen

Er worden drie verschillende waarden bepaald, op grond van de omtrekklassen op 1m50 (en omgerekend vanuit het gemiddeld hout van de betrokken kavel) :

- < 60 : 5€/m³

- < 90 : 10€/m³

- < 90 : 15€/m³

5. Berekening van het bedrag van het nadeel

Het bedrag van het geleden nadeel stemt overeen met het volume van sparrehout dat sinds de verkoop door de schorskever is aangeast, vermenigvuldigd met het verschil tussen de waarde van 1m³ sparrehout van de kavel bij de aankoop (zie punt 1) en de restwaarde van 1m³ door de schorskever aangetast hout (zie punt 4).

§ 3. De steun bedoeld in paragraaf 2 neemt de vorm aan van een kapitaalsubsidie waarvan het bedrag hoogstens overeenstemt met 100% van het vastgesteld verlies, betaalbaar in één enkele schijf.

Het totaalbedrag van de steun, bedoeld in lid 1, overschrijdt niet het globale maximumbedrag van 200.000 euro over een periode van drie belastingjaren, waarvan het bedrag afgetrokken wordt van iedere *de minimis* steun die is toegekend in de loop van het lopende jaar en de twee voorgaande jaren, afgaand op de informatie uit de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 5, lid 1, 10°, van dit besluit.

§ 4. Het bedrag van de steun aan de bosuitbaters is niet samenvoegbaar met andere steunvormen die hetzelfde voorwerp tot doel hebben.

Titel III. — Steun toegekend aan de boscijzenaren

HOOFDSTUK I. — Voorwaarden voor het toekennen van de steunmaatregel en verplichtingen van de boscijzenaren

Art. 7. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten wordt er steun verleend aan de boscijzenaren die verhinderd zijn om de verkoop af te ronden van hun boskavels, gelegen ofwel in het kerngebied, ofwel in het buffergebied overeenkomstig de opeenvolgende verkeersverboden die van kracht waren van 17 september 2018 tot 15 januari 2019 in het kader van de maatregelen ter bestrijding van de Afrikaanse varkenspest.

Met deze steun worden gedekt :

1° de waardevermindering van *epicea's* die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het verkeersverbod gezond waren, en die vervolgens in waarde zijn gedaald wegens overwoekering door schorskevers, bij gebreke van mogelijkheid tot verkoop, en dan exploitatie en afvoer ;

2° de waardevermindering van epicea's die op het tijdstip van de inwerkingtreding van het verkeersverbod reeds aangetast waren, en die bijkomend in waarde zijn gedaald bij gebreke van mogelijkheid tot verkoop, en dan exploitatie en afvoer.

Art. 8. In aanmerking voor de steun bedoeld in artikel 7 kan komen, de natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van de bossen op een perceel gelegen in één van de gebieden waarin het verkeersverbod in de wouden en bossen is opgelegd in het kader van de maatregelen ter bestrijding van de Afrikaanse varkenspest en die, met behulp van een verkoopcatalogus die uiterlijk is vastgelegd op 17 september 2018, aantoonde dat hij zijn bossen net te koop wilde aanbieden.

Art. 9. Om voor de steun in aanmerking te kunnen komen, moet de aanvrager tegelijk voldoen aan volgende voorwaarden :

1° de eigendomstitel voorleggen van het perceel gelegen in het besmette gebied waarin, in het kader van de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest, het verkeersverbod in bossen en wouden geldt ;

2° het afschrift van de verkoopscatalogus per categorie mededelen, waarin de naaldhoutsoorten opgenomen zijn, uiterlijk vastgelegd op 17 september 2018, en elk nuttig gegeven voorleggen waaruit de gezondheidstoestand van de betrokken bomen op 17 september 2018 blijkt ;

3° bij elk rechtsmiddel aantonen dat de aanvrager net zijn naaldhout te koop wilde aanbieden, voor de beslissing tot verkeersverbod in de wouden en bossen van 17 september 2018.

Art. 10. De steunaanvraag wordt bij aangetekend schrijven aan de Dienst en aan « OEWB » gericht tegen 31 december 2019 en bevat volgende gegevens :

1° identificatie, hoedanigheid en persoonsgegevens van de aanvrager ;

2° identificatie van de boskavel(s) waarop de aanvraag betrekking heeft, met alle nuttige gegevens : plaatsnaam, volledig kadastraal perceelsnummer, boscompartiment, enz., evenals hun nauwkeurige ligging op een schaal 1/10.000e ;

3° afschrift van de verkoopscatalogus ;

4° afschrift van de aankondiging of elk bewijsgegeven waaruit blijkt dat de aanvrager net zijn naaldhout te koop wilde aanbieden, voor de beslissing tot verkeersverbod in de wouden en bossen van 17 september 2018 ;

5° geschat volume en verkoopprijs van de kavel(s), rekening houdend met de geschatte kwaliteit van het hout ;

6° percentage van aangetast hout op 17 september 2018, op grond van elk mogelijk verantwoordingsgegeven of, bij ontstentenis, van een verklaring op erewoord ;

7° in voorkomend geval, de opgave van de naam en de adresgegevens van de verzekeringsmaatschappij die de aanvrager dekt voor de risico's verbonden aan de bosuitbating of de inkomstenderving, en mededeling op eigen initiatief, zo spoedig mogelijk, van het bedrag van de sommen geïnd in het kader van de verzekering ter dekking van dezelfde kosten als huidige steun, gestaafd met ieder nuttig stuk ;

8° als het hout door de aanvrager herverkocht wordt, mededeling van het verkregen verkoopbedrag, gestaafd door ieder nuttig stuk, om er rekening mee te houden in de bepaling van de restwaarde.

« OEWB » kijkt het steunaanvraagdossier na op grond van de gegevens verstrekt door de aanvrager en licht de Dienst in over het resultaat van zijn onderzoek.

« OEWB » licht de aanvrager in over de onontvankelijkheid of de onvolledigheid van zijn aanvraag, binnen een termijn van twintig werkdagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. De aanvrager dient, op straffe van onontvankelijkheid van zijn aanvraag, de ontbrekende informatie te verstrekken binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek van « OEWB » om het dossier verder aan te vullen.

HOOFDSTUK II. — *Berekeningsmethodes*

Art. 11. § 1. De waardevermindering waar voor elke kavel rekening mee wordt gehouden, is die welke plaatsgevonden heeft in de loop van hoogstens de zes maanden volgend op de inwerkingtreding van het toegangsverbod voor deze kavel.

§ 2. Al naar gelang de toestand bepaald bij artikel 7, lid 2, die op de aanvrager van toepassing is, past de Minister de volgende door « OEWB » bepaalde berekeningsmethode toe.

1. De initiële waarde van één m³ sparrehout van de betrokken kavel bepalen

Voor iedere kavel, gelegen in een gebied met verkeersverbod, zijn twee methodes mogelijk om de gemiddelde prijs voor 1m³ sparrehout te bepalen, al naar gelang het volume van de kavels bestaat uit meer of minder dan 80% sparrehout :

a) 1e geval : de kavel bestaat uit 80%, en meer, van het volume sparrehout

De gemiddelde prijs van de m³ sparrehout van de kavel wordt berekend, door de aankoopprijs van de kavel te delen door het totale volume van de kavel (op basis van de verkoopscatalogus) ;

b) 2e geval : de kavel bestaat uit minder dan 80% van het volume sparrehout (of de waarden van de aankooprijzen worden als abnormaal beschouwd)

De prijs van de m³ sparrehout van de kavel wordt bepaald op grond van de gemiddelde sparrehoutprijzen in functie van het volume van de gemiddelde boom van de kavel (jaar van de verkoop).

2. Het volume door de schorskever aangetast hout in elke kavel schatten

Voor elke kavel wordt een telling te velde van het aantal, door de schorskever aangetast hout, vermenigvuldigd met het volume van de gemiddelde boom van de kavel, verricht om het volume, dat door de schorskever is aangetast, te schatten (zonder kubering van het aangetast hout).

3. Het volume van door de schorskever aangetast sparrehout sinds de verkoop berekenen (op grond van informatie uit de catalogus of van interpretatie van satellietfoto's indien beschikbaar)

Als er aanwijzingen bestaan, dat een volume hout reeds door de schorskever aangetast, beschikbaar is, dan wordt het totaalvolume van door de schorskever aangetast hout verminderd met het initieel aangetaste hout om het volume te berekenen dat nadeel heeft geleden.

4. De restwaarde van één m3 door de schorskever aangetast sparrehout bepalen

Er worden drie verschillende waarde bepaald, op grond van de omtrekklassen op 1m50 (en omgerekend vanuit het gemiddeld hout van de betrokken kavel) :

- < 60 : 5€/m³
- < 60 – 90 : 10€/m³
- < 90 : 15€/m³

5. Berekening van het bedrag van het nadeel

Het bedrag van het geleden nadeel stemt overeen met het volume van sparrehout dat sinds de mededeling van de catalogus door de schorskever is aangetast, vermenigvuldigd met het verschil tussen de waarde van 1m3 sparrehout van de kavel bij de aankoop (zie punt 1) en de restwaarde van 1m3 door de schorskever aangetast hout (zie punt 4).

§ 3. Onverminderd de berekeningsmethode vastgesteld in paragraaf 2 wordt het totaalbedrag van de steun, toe te kennen per betrokken boseigenaar, beperkt tot een globaal maximumbedrag van 200.000,00 euro over een periode van drie belastingjaren.

Titel IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

HOOFDSTUK I. — *Onderzoek van de aanvraag, kennisgeving van de beslissing, beroepsmogelijkheid en betaling van de vergoeding*

Art. 12. De Dienst onderzoekt de steunaanvraag op grond van de gegevens, verstrekt door de aanvrager en nagekeken door « OEWB », overeenkomstig artikel 5 voor de bosexploitanten en artikel 9 voor de boseigenaren, maar eveneens op grond van de gegevens en de stukken waartoe hij toegang heeft of waarover hij beschikt. De gekregen informatie kan ook verder worden nagegaan of aangevuld met lucht- of satellietfoto's.

Louter door de indiening van zijn aanvraag geeft de aanvrager de Dienst en « OEWB » eveneens de toelating om op het terrein na te gaan of de toekenningsvoorwaarden in acht worden genomen, zonder voorafgaandelijke toestemming. Wie tegen de controle ingaat of onjuiste liggingsgegevens verstrekt, stelt zich bloot aan de weigering of terugvordering van de toe te kennen vergoeding.

Art. 13. Nadat « OEWB » elk individueel dossier van de aanvrager heeft nagegaan en dit aan de Dienst heeft medegedeeld en na onderzoek ervan door de Dienst, geeft deze kennis van de beslissing over de steunaanvraag en het bedrag van de toegekende steun, binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de door « OEWB » volledig geachte aanvraag.

Art. 14. De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving, om een beroep tegen de medegedeelde beslissing in te dienen, waarmee hij betwist: ofwel de weigering tot toekenning van de steun ofwel de feitelijke gegevens die bij de berekening van de geleden waardevermindering zijn betrokken, ofwel de verrichte berekening.

Het beroep wordt bij de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen ingediend, en wordt met elk nuttig stuk gestaafd.

Op eigen kosten kan de aanvrager, voor de schatting van de waardevermindering, een beroep doen op een onafhankelijk deskundige. In dat geval wordt de omstandige oplijsting van de gevolgde methodologie en de in overweging genomen gegevens schriftelijk verstrekt.

Wanneer de aanvrager er bij de beroepsindiening om verzoekt, wordt hij gehoord door de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen.

Het beroepsdossier, met als bijlage het advies van de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen wordt aan de Minister overgemaakt.

De Minister neemt een beslissing over het beroep, binnen een termijn van één maand te rekenen van de ontvangst van het beroep. Hij maakt, samen met de kennisgeving van de beslissing over het beroep, een afschrift van zijn beslissing aan de bosexploitant over.

De indiening van een beroep schort de betaling, bedoeld in artikel 15, op totdat kennis is gegeven van de beslissing over het beroep, zonder dat dit evenwel een verlenging inhoudt van de periode waarmee rekening wordt gehouden voor de waardevermindering waarvan sprake in de artikelen 6 en 11.

Art. 15. § 1. Ten opzichte van de bosuitbaters wordt de steun in zijn geheel vereffend op het einde van de uitbating en de afvoer van het hout.

De aanvrager deelt de beëindiging van de uitbating en de afvoer van het hout aan de Dienst mee, door een afschrift van de ontheffing van uitbating.

§ 2. Ten opzichte van de boseigenaren wordt de steun in zijn geheel vereffend zodra de kennisgeving door de Dienst aan de boseigenaar is medegedeeld en volgens de nadere regels bepaald in artikel 8.

§ 3. Het steunbedrag bedoeld bij de paragrafen 1 en 2 wordt van rechtswege door de Dienst verminderd :

- om rekening te houden met het bedrag dat de uitbater geïnd heeft van een verzekeringsmaatschappij als deze dezelfde in aanmerking komende kosten dekt, en ;
- overeenkomstig de nadere regels bepaald in artikel 6, § 3, om te voorkomen dat de toegekende steun het globaal maximumbedrag van 200.000 euro niet overschrijdt.

Er kan geen enkele verwijlinterrest worden bedongen als één van de betalingen, overeenstemmend met de regels van dit besluit, wordt geschorst of bij een achterstand in het uitvoeren ervan.

§ 4. De betaling van de steun ten opzichte van de bosuitbaters wordt vergezeld van een *de minimis*-attest dat de gerechtigde van de Dienst krijgt volgens model in bijlage 2.

Art. 16. § 1. Wordt door de Dienst of « OEWB » vastgesteld dat de aanvrager naliet informatie mede te delen of onjuiste informatie als bedoeld in artikel 5, lid 1, 8° tot 10°, of in artikel 10 meedeelde, wordt de steun ofwel geweigerd ofwel bij alle rechtsmiddelen, compensatie inbegrepen, teruggevorderd.

Ten opzichte van de bosuitbaters houdt de niet-inachtneming van de voorwaarden en instructies van de toelating bedoeld in artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit van 15 januari 2019 of in artikel 6, § 2, van het ministerieel besluit van 13 maart 2019, eveneens de niet-betaling van de vergoeding bedoeld in artikel 10 in.

§ 2. De gerechtigde die de steun terug moet betalen overeenkomstig paragraaf 1 betaalt de initieel geïnde som terug, aangepast op grond van de index der consumtiewaarden, waarbij het initiële indexcijfer, het indexcijfer is dat gold op datum van betaling van de vergoeding. Het terug te betalen bedrag wordt op rekening van de algemeen ontvanger van de Waalse Overheidsdienst gestort, volgens nadere regels die aan gerechtigde worden medegedeeld.

Titel V. — Slotbepalingen

Art. 17. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2020.

Art. 18. De Minister bevoegd voor Bossen en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 juni 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/30675]

Carrière de l'Administration centrale. — Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 18 juin 2019, Madame Martine WARCK, attaché stagiaire dans la classe A1, est nommée à titre définitif dans le cadre linguistique français du Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement à partir du 1^{er} juin 2019 avec prise de rang au 1^{er} juin 2018.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/30675]

Carrière Hoofdbestuur. — Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 18 juni 2019 wordt Mevrouw Martine WARCK, stagedoend attaché in de klasse A1, met ingang van 1 juni 2019 met rangneming op 1 juni 2018, in het Franse taalkader van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking in vast verband benoemd.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33, 1040 Brussel.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2019/202501]

Juridictions du Travail. — Ordres nationaux

Par arrêté royal du 17 juin 2019 :

Est nommé :

Officier de l'Ordre de la Couronne :

Monsieur Jean-Michel DECUBBER

Juge social honoraire au titre de travailleur employé au Tribunal du travail du Hainaut

Il prend rang dans l'Ordre à dater du 1^{er} juillet 2016.

Par le même arrêté royal est nommé :

Officier de l'Ordre de la Couronne :

Madame Nadine MARCQ

Juge social honoraire au titre de travailleur employé au Tribunal du travail du Hainaut

Il prend rang dans l'Ordre à dater du 15 novembre 2017.

Par le même arrêté royal est nommé :

Officier de l'Ordre de la Couronne :

Monsieur Alain HEYLBROECK VAN MEERBEKE

Juge social au titre d'employeur au Tribunal du travail francophone de Bruxelles

Il prend rang dans l'Ordre à dater du 8 avril 2019.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2019/202501]

Arbeidsgerechten. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit van 17 juni 2019 :

Wordt benoemd :

Officier in de Kroonorde :

De heer Jean-Michel DECUBBER

Ere-Rechter in sociale zaken als werknemer-bediende bij de Arbeidsrechtbank van Henegouwen

Hy neemt vanaf 1 juli 2016 zijn rang in de Orde in.

Bij hetzelfde koninklijk besluit wordt benoemd :

Officier in de Kroonorde :

Mevrouw Nadine MARCQ

Ere-Rechter in sociale zaken als werknemer-bediende bij de Arbeidsrechtbank van Henegouwen

Hy neemt vanaf 15 november 2017 zijn rang in de Orde in.

Bij hetzelfde koninklijk besluit wordt benoemd :

Officier in de Kroonorde :

De heer Alain HEYLBROECK VAN MEERBEKE

Rechter in sociale zaken als werkgever bij de Franstalige arbeidsrechtbank van Brussel

Hy neemt vanaf 8 april 2019 zijn rang in de Orde in.